

FINANCIERE AMUSE TOPCO

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés**

(Exercice clos le 31 décembre 2021)

MAZARS
61, rue Henri Regnault
92400 Courbevoie

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

(Exercice clos le 31 décembre 2021)

Aux Associés
FINANCIERE AMUSE TOPCO
18, rue Jacqueline Auriol
78280 Guyancourt

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos statuts, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société FINANCIERE AMUSE TOPCO relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes, qui selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Estimations comptables

Les écarts d'acquisition, dont le montant figurant au bilan au 31 décembre 2021 s'établit à 744,3 millions d'euros, ont fait l'objet d'un test de dépréciation selon les modalités décrites dans les notes 2.4.1 et 10 de l'annexe aux comptes consolidés.

Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test, contrôlé la cohérence des hypothèses retenues avec les données prévisionnelle issues des plans stratégiques établis pour chacune des activités sous le contrôle de la direction du Groupe et vérifié que les notes 2.3.4, 2.3.8, 2.4.1 et 10 de l'annexe donnent une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du président.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Courbevoie et Neuilly-sur-Seine le 20 mai 2022

Les commissaires aux comptes

Mazars

PricewaterhouseCoopers Audit

Marc Biasibetti

Edouard Cartier

Pierre-Olivier Etienne

États financiers consolidés

31 décembre 2021

FINANCIÈRE AMUSE TOPCO

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en millions d'€)	Note	31-déc-21	31-déc-20
Chiffre d'affaires	3	1 020,6	712,4
Coûts des produits vendus		(551,4)	(385,5)
Frais de transports		(51,6)	(29,8)
Redevances et autres frais de vente		(43,2)	(32,2)
Marge Brute		374,4	264,9
Frais de personnel	4	(126,6)	(91,9)
Coûts marketing		(21,5)	(13,8)
Coûts Administratifs, logistiques et autres		(52,8)	(42,3)
Résultat opérationnel avant amortissements et autres produits et charges		173,6	116,8
Dotations aux amortissements hors acquisitions		(29,2)	(43,7)
Dotations aux amortissements et dépréciations liées aux acquisitions		(24,5)	(0,5)
Autres charges et produits opérationnels	5	(2,6)	(2,1)
Résultat opérationnel		117,3	70,5
Résultat financier	6	(64,1)	(80,0)
Résultat avant impôts		53,2	(9,5)
Impôt sur les bénéfices	7	(14,2)	(11,6)
Résultat net des activités poursuivies		39,1	(21,1)
RÉSULTAT NET		39,1	(21,1)
Dont :			
• part du Groupe		39,1	(21,1)
• part des participations ne donnant pas le contrôle		-	-

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

<i>(en millions d'€)</i>	31-déc-21	31-déc-20
Résultat net de la période	39,1	(21,1)
Variation de la juste valeur des instruments financiers	1,1	(0,9)
Effet d'impôt	(0,3)	-
Ecart de conversion de consolidation	51,9	(55,9)
Éléments recyclables en résultat	52,7	(56,7)
Engagements envers le personnel : variation de valeur liée aux écarts actuariels	0,1	0,0
Effet d'impôt	(0,0)	(0,0)
Autres éléments	(0,8)	0,0
Éléments non recyclables en résultat	(0,7)	0,0
Total autres éléments du résultat global (Après impôt)	52,0	(56,7)
RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ	91,1	(77,8)
Dont :		
• part du Groupe	91,1	(77,8)
• part des participations ne donnant pas le contrôle	-	-

BILAN CONSOLIDÉ

Actifs

(en millions d'€)	Note	31-déc-21	31-déc-20
Écart d'acquisition	10	744,3	439,2
Immobilisations incorporelles	10	883,2	797,6
Immobilisations corporelles	11	10,2	10,0
Actifs au titre du droit d'utilisation	12	28,3	29,5
Autres actifs opérationnels non courants	13	8,0	5,0
Actifs d'impôts différés	7	43,7	25,7
Total Actifs non courants		1 717,7	1 307,0
Stocks nets	15	227,9	113,6
Créances clients nettes	16	208,4	136,9
Autres actifs courants	17	83,5	52,9
Autres actifs financiers courants	22	0,1	0,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	23	103,4	97,8
Total Actifs courants		623,1	401,2
Total Actifs		2 340,8	1 708,2

Capitaux propres et Passifs

(en millions d'€)	Note	31-déc-21	31-déc-20
Capital		324,0	324,0
Réserves consolidées		(82,1)	(94,1)
Résultat net		39,1	(21,1)
Total des capitaux propres - Part groupe	20	281,0	208,8
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	20	19,6	-
Total des capitaux propres	20	300,6	208,8
Autres provisions - non courantes	19	2,4	1,2
Provisions pour pensions et engagements de retraites	26	0,5	1,5
Emprunts et dettes financières - non courants	24	1 403,2	1 034,1
Dettes locative - non courante	24	23,6	25,2
Autres dettes non courantes		2,8	1,8
Passifs d'impôts différés	7	238,7	217,4
Total passifs non courants		1 671,2	1 281,2
Provisions courantes	19	2,5	1,3
Emprunts et dettes financières - courants	24	3,0	1,1
Dettes locative - courante	24	8,1	7,0
Concours bancaires	24	6,4	0,0
Dettes fournisseurs	25	193,1	95,1
Autres dettes courantes	18	155,8	112,4
Autres passifs financiers courants	22	0,0	1,3
Total passifs courants		369,0	218,2
Total Capitaux propres et passifs		2 340,8	1 708,2

TABEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en millions d'€)	Note	31-déc-21	31-déc-20
Résultat net de l'ensemble consolidé		39,1	(21,1)
Éléments non monétaires et reclassements de présentation		129,4	137,8
Dotations aux amortissements		53,9	43,7
Dotations/reprises de provisions		1,0	1,4
Résultat de cession		0,0	(0,2)
Éléments financiers		61,5	80,4
Impôts sur les sociétés		13,6	11,6
Autres éléments non monétaires		(0,7)	0,9
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement Financier (net) et impôt		168,5	116,7
Variations du besoin en fonds de roulement		(47,5)	7,6
Variation des stocks et encours brutes		(90,6)	(2,2)
Variation des créances clients brutes		(35,5)	(13,5)
Variation des dettes fournisseurs sur autres biens et services		81,4	15,2
Variation des autres éléments d'actif et de passif		(2,7)	8,2
Impôt sur les sociétés décaissé		(36,2)	(9,2)
Taxes d'exploitation décaissées		(0,6)	(0,0)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		84,2	115,1
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		(20,3)	(21,5)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	11	(2,8)	(5,0)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	10	(17,5)	(16,5)
Créances - Dettes sur immobilisations		(0,0)	0,1
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		(0,0)	1,0
Investissements dans les sociétés contrôlées (nets de la trésorerie acquise)		(229,5)	(27,4)
Incidences des variations de périmètre		12,0	(3,0)
Autres variations des placements et autres actifs financiers		(2,6)	(1,4)
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement		(240,4)	(52,1)
Variation de capital		0,0	5,0
Émissions d'emprunts		272,5	79,5
Remboursements d'emprunts		(83,0)	(82,8)
Remboursements des dettes de loyers		(10,2)	(9,3)
Intérêts décaissés/encaissés sur emprunt		(23,6)	(30,6)
Autres variations		(4,0)	(0,0)
Dividendes versés aux actionnaires		0,0	0,1
Activités abandonnées - flux nets de trésorerie affectés au financement		0,0	0,8
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations de financement		151,8	(37,2)
FLUX NETS DE TRÉSORERIE		(4,4)	25,8
Trésorerie à l'ouverture		97,8	74,8
Incidence des variations des taux de change		3,5	(2,8)
Trésorerie à la clôture		97,0	97,8
VARIATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE		(4,4)	25,8

ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

<i>(en millions d'€, à l'exception du nombre d'actions)</i>	Nombre d'actions en circulation	Capital	Réserves	Couverture des flux de trésorerie	Réserve de conversion	Total capitaux propres	Attribuables aux propriétaires de la société mère	Attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle
Au 31 Décembre 2019	319 027 511	319,0	(50,0)	(0,2)	12,8	281,7	281,7	-
Variation des autres éléments du résultat global	-	-	0,0	(0,9)	(55,9)	(56,7)	(56,7)	-
Résultat net de la période	-	-	(21,3)	0,2	-	(21,1)	(21,1)	-
Total du résultat global	-	-	(21,3)	(0,7)	(55,9)	(77,8)	(77,8)	-
Variation d'intérêts et autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-
Augmentation de capital	5 000 000	5,0	-	-	-	5,0	5,0	-
Au 31 Décembre 2020	324 027 511	324,0	(71,3)	(0,9)	(43,1)	208,8	208,8	-
Changement de méthode IAS19 R	-	-	0,7	-	-	0,7	0,7	-
Au 01 Janvier 2021 retraité	324 027 511	324,0	(70,6)	(0,9)	(43,1)	209,5	209,5	-
Variation des autres éléments du résultat global	-	-	(0,7)	0,8	51,9	52,0	32,4	19,6
Résultat net de la période	-	-	39,0	0,0	-	39,1	39,1	-
Total du résultat global	-	-	38,3	0,8	51,9	91,1	71,5	19,6
Variation d'intérêts et autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Au 31 Décembre 2021	324 027 511	324,0	(32,3)	(0,0)	8,9	300,6	281,0	19,6

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ	2
ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ	3
BILAN CONSOLIDÉ	4
TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS	5
ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	6
A. ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS ET VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE	10
NOTE 1. ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS ET CHANGEMENTS DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION	10
Variations de périmètre et faits marquants de l'année 2021	10
Acquisitions sur la période	10
B. PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRAUX ET RECOURS À DES ESTIMATIONS	12
NOTE 2. PRINCIPES COMPTABLES	12
2.1 Base d'établissement des comptes consolidés	12
2.2 Nouvelles normes et interprétations d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2021	12
2.3 Principales méthodes comptables	13
2.3.1 Principes de consolidation	13
2.3.2 Actifs destinés à la vente	13
2.3.3 Conversion des états financiers dans une monnaie autre que l'euro	13
2.3.4 Regroupements d'entreprises	14
2.3.5 Chiffre d'affaires et coûts générés par les activités opérationnelles	14
2.3.6 Immobilisations corporelles	15
2.3.7 Droits d'utilisation	15
2.3.8 Pertes de valeur des écarts d'acquisition, des immobilisations corporelles et incorporelles	16
2.3.9 Stocks	16
2.3.10 Créances	16
2.4 Recours à des estimations	17
2.4.1 Écarts d'acquisitions	17
2.4.2 Tests de dépréciation	17
2.4.3 Logiciels et frais de développement	17
2.4.4 Évaluation des impôts différés actifs	18
2.4.5 Provisions et passifs éventuels	18
2.4.6 Instruments financiers présentés dans les états financiers	18
C. INFORMATION SECTORIELLE	20
NOTE 3. INFORMATION SECTORIELLE	20
3.1 Chiffre d'affaires par catégorie de produits	20
3.2 Informations par zone géographique	21
3.3.1 Chiffre d'affaires par pays	21
3.3.2 Actifs non courants par pays d'origine	22
3.3 Information relative aux principaux clients	22
D. AUTRES ÉLÉMENTS DU COMPTE DE RÉSULTAT	23
NOTE 4. COÛTS SALARIAUX	23
NOTE 5. AUTRES PRODUITS ET CHARGES	24

NOTE 6.	RÉSULTAT FINANCIER.....	25
NOTE 7.	IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES.....	26
7.1	Analyse de la charge d'impôt	26
7.2	Impôts différés actifs et passifs	27
NOTE 8.	ANALYSE DES CONTRATS DE LOCATION	28
NOTE 9.	RÉSULTATS DES ACTIVITÉS NON POURSUIVIES	28
E.	ACTIFS NON COURANTS	29
NOTE 10.	ÉCARTS D'ACQUISITION ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES.....	29
NOTE 11.	IMMOBILISATIONS CORPORELLES.....	33
NOTE 12.	ACTIFS AU TITRE DU DROIT D'UTILISATION.....	34
NOTE 13.	AUTRES ACTIFS ET PASSIFS NON COURANTS.....	35
F.	BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	36
NOTE 14.	ANALYSE DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	36
NOTE 15.	STOCKS ET EN-COURS.....	36
NOTE 16.	CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS	37
NOTE 17.	AUTRES ACTIFS OPÉRATIONNELS COURANTS ET AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS	37
NOTE 18.	AUTRES PASSIFS OPÉRATIONNELS COURANTS.....	38
NOTE 19.	PROVISIONS.....	38
G.	CAPITAUX PROPRES ET DIVIDENDES.....	39
NOTE 20.	CAPITAUX PROPRES	39
	Écarts de conversion part du Groupe.....	39
NOTE 21.	DISTRIBUTION DE DIVIDENDES.....	39
H.	FINANCEMENT ET GESTION DU RISQUE FINANCIER	39
NOTE 22.	AUTRES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS COURANTS.....	39
NOTE 23.	TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE.....	40
NOTE 24.	DETTE FINANCIÈRE	40
NOTE 25.	INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS.....	41
25.1.	Instruments financiers présentés dans les états financiers	41
25.2.	Gestion du risque de change	42
25.3.	Gestion du risque de taux d'intérêt.....	43
25.4.	Gestion du risque de crédit	43
25.5.	Gestion du risque de liquidité	43
NOTE 26.	ENGAGEMENTS DE RETRAITE ET AVANTAGES ASSIMILÉS	45
NOTE 27.	EFFECTIFS	47
I.	PASSIFS ÉVENTUELS ET CONTENTIEUX.....	48
NOTE 28.	ENGAGEMENTS HORS BILAN	48
NOTE 29.	CONTENTIEUX	50
J.	AUTRES INFORMATIONS	50
NOTE 30.	HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....	50
NOTE 31.	PARTIES LIÉES.....	50

NOTE 32.	ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE	51
NOTE 33.	PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION	52

La société Financière Amuse TopCo a été constituée le 18 septembre 2018 avec un capital de 20 000€. La société a clôturé l'année comptable le 31 décembre 2021. Elle est détenue à 81,47% par PAI Partners. Son siège social est situé à Guyancourt (78289), 18 rue Jacqueline Auriol – France.

La société Financière Amuse TopCo a pris le contrôle via ses filiales Financière Amuse BidCo et Financière Amuse MidCo du groupe Asmodee le 23 octobre 2018. Le groupe opérant en Europe, en Amérique du Nord et du Sud ou encore en Asie a poursuivi son développement à l'international au cours de l'année 2021, notamment en Amérique du Nord (États-Unis et Canada), grâce à l'acquisition de nouvelles sociétés disposant de droits de propriété intellectuelle, et dans une moindre mesure en Europe.

Les états financiers sont présentés annuellement sur la période du 1^{er} janvier au 31 décembre pour une durée de 12 mois.

A. ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS ET VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE

NOTE 1. ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS ET CHANGEMENTS DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Variations de périmètre et faits marquants de l'année 2021

Depuis le 1^{er} janvier 2021, le groupe a procédé à cinq acquisitions, deux opérations de fusion et deux opérations de liquidation :

Acquisitions sur la période

AD2G Studio - Board Game Arena

Le 7 janvier 2021, le Groupe, par le biais d'Asmodee Group, a acquis l'intégralité du capital social de la société AD2G Studio, société exploitant une plateforme internet de jeux digitalisés basée à Fontenay-aux-Roses (France).

Plan B Games Inc.

Le 1^{er} mars, le Groupe, par le biais de 9432-1437 Québec Inc., a acquis l'intégralité du capital social des sociétés Plan B Games Inc. (Rigaud, Québec, Canada) et Plan B Games Europe GmbH (Stuttgart, Allemagne), sociétés qui éditent et commercialisent des jeux de sociétés.

Le 2 mars 2021, il a été procédé à une fusion des sociétés Plan B Games Inc. et 9432-1437 Québec Inc., par absorption de celle-ci.

Les titres de la société Plan B Europe ont été par la suite transférés à Asmodee Holding GmbH le 20 août 2021.

Sur une base pro forma non auditée, si ces autres regroupements d'entreprises étaient intervenus en début d'exercice, leurs contributions respectives au chiffre d'affaires et au résultat opérationnel dans les états financiers consolidés se seraient élevées à 3,0 et -6,2 millions d'euros.

Miniature Market

Le 22 septembre 2021, le Groupe, par le biais d'Asmodee LLC, a acquis la totalité du capital social de Miniature Market, une société de distribution de jeux e-commerce basée à Saint Louis, Missouri (Etats-Unis).

Sur une base pro forma non auditée, si ces autres regroupements d'entreprises étaient intervenus en début d'exercice, leurs contributions respectives au chiffre d'affaires et au résultat opérationnel dans les états financiers consolidés se seraient élevées à 31,4 et 3,7 millions d'euros.

Exploding Kittens

Le 23 décembre 2021, le Groupe, par le biais d'Asmodee Editions LLC, a acquis 55% du capital social de Exploding Kittens LLC, société d'édition de jeux de société de droit américain, laquelle détient elle-même 100% du capital et des droits de vote de la société Kittenworks LLC, société dormante (cf. note 10.1 où le goodwill préliminaire est réalisé).

(en millions d'€)	Juste valeur à la date d'acquisition
Actif net de l'entité Exploding Kittens	43,6
Dette de rachat minoritaires (put)	124,7
Prix d'acquisition	172,1
Ecart d'acquisition	253,1

B. PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRAUX ET RECOURS À DES ESTIMATIONS

NOTE 2. PRINCIPES COMPTABLES

2.1 Base d'établissement des comptes consolidés

Les états financiers consolidés de Financière Amuse TopCo de l'exercice clos le 31 décembre 2021 sont présentés en millions d'euros, et ont été selon le principe de continuité d'exploitation :

- Conformément au référentiel IFRS (normes et interprétations) publié par l'International Accounting Standards Board (IASB) tel qu'adopté dans l'Union Européenne et d'application obligatoire au 31 décembre 2021 ;

Le référentiel intégral des normes adoptées au sein de l'Union Européenne peut être consulté à l'adresse suivante : <http://www.efrag.org/Endorsement>

Du fait de la nature de ses activités, l'exposition du Groupe aux conséquences du changement climatique est considérée comme limitée. Aucun impact significatif relatif au climat n'est reflété dans les états financiers 2021. Certains reclassements relatifs à la présentation des données comparatives ont pu être effectués afin de se conformer à la présentation de l'exercice en cours ou aux normes IFRS

2.2 Nouvelles normes et interprétations d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2021

Le Groupe a appliqué les amendements suivants, adoptés par l'Union européenne et applicables aux exercices ouverts à partir du 1er janvier 2021. L'adoption de ces amendements est sans incidence matérielle.

- Amendements à IFRS 9 Instruments financiers, IAS 39 Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation, IFRS 7 Instruments financiers : Informations à fournir, et IFRS 16 Contrats de locations - Réforme des taux d'intérêts de référence - Phase 2 (publié le 27 août 2020 et adopté le 13 janvier 2021)
- Amendement à la norme IFRS 16 Contrat de Location – Allègement de loyers liés au Covid 19 (publié le 31 mars 2021 et adopté le 30 août 2021)

De plus le Groupe a pris en comptes les clarifications incluses dans l'Agenda des Décisions publié par le Comité d'Interprétation des Normes IFRS (IFRIC) publiée en avril 2021 relative à IAS 19 – Avantages du personnel et portant sur l'allocation des avantages du personnel aux périodes de service. Cette décision clarifie la période d'attribution des avantages du personnel pour répartir la charge IAS 19. L'impact au 31 décembre 2021 représente une diminution de l'engagement, comptabilisé en réserves (voir note 26).

Quant aux clarifications incluses dans l'Agenda des Décisions publié par l'IFRIC en avril 2021 portant sur la comptabilisation des coûts de configuration et de personnalisation d'un logiciel utilisé en mode « SaaS » Software as a Service (précisions sur les critères de reconnaissance en immobilisations incorporelles ou en charge), les impacts sont en cours d'analyse par le Groupe, cependant aucun impact significatif est attendu

Aucune autre nouvelle norme, interprétation ou amendement ne s'est appliqué au Groupe à compter du 1er janvier 2021.

2.3 Principales méthodes comptables

2.3.1 Principes de consolidation

Les filiales sont les entités sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif.

Le contrôle existe lorsque le Groupe (i) détient le pouvoir sur une entité, (ii) est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et (iii) a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient.

L'intégration d'une filiale dans les comptes consolidés du Groupe intervient à la date à laquelle le Groupe prend le contrôle et cesse le jour où le Groupe perd le contrôle de cette entité.

Les soldes et transactions intra-groupe sont éliminés.

2.3.2 Actifs destinés à la vente

Les actifs non courants détenus en vue de la vente sont présentés sur une ligne séparée du bilan dès lors que (i) le Groupe a pris la décision de vendre le (les) actif(s) concerné(s) et (ii) la vente est considérée hautement probable. Ces actifs sont évalués au montant le plus faible entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. Lorsque le Groupe est engagé dans un processus de vente impliquant le test de contrôle d'une filiale, tous les actifs et passifs de cette filiale sont classés comme étant détenus en vue de la vente, indépendamment du fait que le Groupe conserve ou non un intérêt résiduel dans l'entité cédée après la vente.

2.3.3 Conversion des états financiers dans une monnaie autre que l'euro

La devise fonctionnelle d'une entreprise consolidée est la devise de l'environnement économique de base dans lequel cette entité réalise ses opérations. Dans la majorité des cas, la devise fonctionnelle correspond à la devise locale. Cependant, une devise fonctionnelle autre que la devise locale peut être retenue pour certaines entreprises dès lors qu'elle représente la devise des principales transactions réalisées par l'entité et qu'elle assure une représentation fidèle de son environnement économique.

Les actifs et passifs des entreprises dont la devise fonctionnelle est autre que l'euro sont convertis en euros au cours en vigueur à la clôture de chaque période alors que les éléments de compte de résultat et de tableau des flux de trésorerie sont convertis au cours moyen de la période. Les écarts de conversion résultant de l'utilisation de cours différents pour la position bilancielle d'ouverture, les transactions de la période et la position bilancielle de clôture sont enregistrés directement en autres éléments du résultat global. Ces écarts de conversion sont enregistrés en compte de résultat lors de la cession de l'entreprise considérée.

Les écarts d'acquisition et les ajustements de juste valeur reconnus lors de l'acquisition d'entreprises dont la devise fonctionnelle n'est pas l'euro sont considérés comme des actifs et passifs de ces entreprises ; ils sont donc exprimés dans la devise fonctionnelle propre de ces entreprises et convertis au taux de clôture de chaque période.

2.3.4 Regroupements d'entreprises

Le prix d'acquisition aussi appelé « contrepartie transférée » pour l'acquisition d'une filiale est la somme des justes valeurs des actifs transférés et des passifs assumés par l'acquéreur à la date d'acquisition et des instruments de capitaux propres émis par l'acquéreur. Le prix d'acquisition comprend les compléments éventuels du prix évalués et comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition.

Lors de chaque regroupement d'entreprises, le Groupe peut opter pour une comptabilisation de la fraction d'intérêts non acquise :

- soit à sa juste valeur à la date d'acquisition avec, en conséquence, la comptabilisation d'un écart d'acquisition sur cette fraction non acquise (méthode dite du « goodwill » complet),
- soit sur la base de sa quote-part dans l'actif net identifiable de l'acquise évalué à la juste valeur, ce qui conduit à ne reconnaître que l'écart d'acquisition attribuable aux propriétaires de la maison mère (méthode dite du « goodwill » partiel).

Les coûts directs liés à l'acquisition sont enregistrés en charges dans la période au cours de laquelle ils sont encourus. L'écart d'acquisition résultant d'un regroupement d'entreprises est égal à la différence entre :

- la juste valeur du prix d'acquisition augmenté du montant des intérêts minoritaires (participations ne donnant pas le contrôle) dans l'entreprise acquise,
- la juste valeur des actifs acquis et des passifs assumés à la date d'acquisition.

L'évaluation initiale du prix d'acquisition et des justes valeurs des actifs acquis et passifs assumés est finalisée dans les douze mois suivant la date de l'acquisition et tout ajustement fournissant des informations sur l'élément à la date de prise de contrôle est comptabilisé sous forme de correction rétroactive de l'écart d'acquisition (et en résultat dans le cas contraire). Au-delà de cette période de douze mois, tout ajustement est enregistré directement au compte de résultat.

Les compléments de prix sont enregistrés initialement à leur juste valeur et les variations de valeur ultérieures intervenant au-delà de la période de douze mois suivant l'acquisition sont systématiquement comptabilisées en contrepartie du résultat.

Dans le cas d'une prise de contrôle réalisée par acquisitions successives, la quote-part d'intérêts antérieurement détenue par le Groupe est réévaluée à sa juste valeur à la date de prise de contrôle et tout profit ou perte en résultant est comptabilisé dans le compte de résultat.

2.3.5 Chiffre d'affaires et coûts générés par les activités opérationnelles

Évaluation du chiffre d'affaires et du coût des ventes

Le montant du chiffre d'affaires résultant d'une transaction est, en règle générale, fixé par les accords contractuels signés avec le client. Le chiffre d'affaires est net de toutes remises, rabais, ristournes et des retours.

Les coûts des ventes et coûts des produits vendus incluent les coûts directs (tels que les achats de produits finis, éventuellement les frais d'assemblage et composants ainsi que les frais d'approches). Les frais commerciaux et les frais administratifs ne sont pas inclus dans les coûts de production.

Comptabilisation du chiffre d'affaires et du coût des ventes

Le chiffre d'affaires afférent à la vente de produits manufacturés est comptabilisé selon IFRS 15, c'est-à-dire principalement lorsque l'essentiel des risques et avantages attachés à la propriété est transféré au client, ce qui intervient généralement lors de la livraison. Le chiffre d'affaires afférent aux contrats de services à court terme est

comptabilisé à la réalisation des prestations de service. Tous les coûts de production engagés ou à engager au titre de la vente sont comptabilisés en coût des ventes à la date de comptabilisation du chiffre d'affaires.

2.3.6 Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16 – Immobilisations corporelles, les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur valeur d'acquisition ou à leur coût de revient, diminué des amortissements et de toute perte de valeur identifiée.

Les immobilisations corporelles sont composées d'agencements et d'installations liés aux entrepôts et aux bureaux, de matériel de bureau et informatique, de mobilier de bureau et de matériel de transport.

Certains éléments de l'actif font l'objet de contrat de location dont le Groupe est preneur. Ces éléments entrent donc dans le champ d'application de la norme IFRS 16 relative aux contrats de location (voir [note 2.3.7](#)).

2.3.7 Droits d'utilisation

La norme est applicable à compter des exercices ouverts après le 1er Janvier 2019 et remplace les anciennes normes "IAS 17 - Contrats de location" et "IFRIC 4".

Dans le cadre de l'application d'IFRS 16 « Contrats de location » au 1er Janvier 2019, le Groupe :

- applique la méthode de transition rétrospective simplifiée, tenant compte de l'effet cumulatif de l'application initiale de la norme à la date de première application, sans retraitement des périodes comparatives ;
- utilise les mesures de simplification suivantes prévues par la norme dans les dispositions transitoires :
 - a exclu des baux dont la durée se termine dans les 12 mois suivant la date de première demande ;
 - a comptabilisé chaque élément du contrat de location en tant que contrat de location distinct, séparément des éléments non locatifs du contrat de location (services) ;
 - a appliqué les deux exemptions de la norme sur les baux à court terme et les baux d'actifs de faible valeur.

Le Groupe détermine si un contrat est un contrat de location ou contient un contrat de location lorsqu'il confère, à la date d'entrée en vigueur du contrat, le droit de contrôler l'utilisation d'un actif identifié pour une période déterminée moyennant le paiement d'une contrepartie.

La dette locative est initialement calculée sur la base de la valeur actualisée des paiements futurs relatifs aux contrats. Les taux d'actualisation sont fondés sur le taux d'emprunt du Groupe auquel est ajouté un spread pour tenir compte des environnements économiques spécifiques à chaque pays, de la maturité des contrats et sont estimés dans chaque devise à partir d'éléments de marché disponibles.

Les paiements au titre des contrats de location peuvent notamment inclure des paiements fixes ou variables qui dépendent d'un taux ou indice connu au début du contrat. La durée retenue pour le calcul de la dette de loyers correspond à la durée non résiliable du contrat, sauf s'il est raisonnablement certain que le Groupe exercera une option de renouvellement au-delà de cette période. La probabilité d'exercice d'une option est déterminée par contrat en tenant compte des intentions du management. Cette dette est ensuite calculée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

2.3.8 Pertes de valeur des écarts d'acquisition, des immobilisations corporelles et incorporelles

Les actifs qui ont une durée de vie indéfinie – principalement les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles issues de l'affectation du prix d'acquisition de sociétés (droits d'éditions ou distributions tels que Jungle Speed, Dobble, Pokemon ...) ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation annuel systématique, et dès lors qu'il existe des indices de perte de valeur. Les autres immobilisations incorporelles et corporelles amorties ne font l'objet d'un test de dépréciation que s'il existe des indices de perte de valeur.

Le test de dépréciation consiste à comparer la valeur recouvrable d'un actif immobilisé à sa valeur nette comptable. Si la valeur recouvrable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (UGT) est inférieure à sa valeur comptable, cette dernière est ramenée à la valeur recouvrable et la perte de valeur est immédiatement comptabilisée au compte de résultat. Dans la situation d'un test de dépréciation d'écart d'acquisition affecté à un groupe d'UGT, la perte de valeur est imputée, en premier lieu, sur la valeur comptable de l'écart d'acquisition, puis sur les autres actifs au prorata de leurs valeurs comptables.

Une unité génératrice de trésorerie se définit comme le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs. Si un actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes de celles d'autres actifs ou groupes d'actifs, la valeur recouvrable est déterminée par unité génératrice de trésorerie.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité. Pour la valeur d'utilité, l'évaluation réalisée s'appuie sur le plan interne à cinq ans du Groupe. Les flux au-delà de cette période sont extrapolés en appliquant un taux de croissance perpétuel à long terme pour les années ultérieures. La valeur d'utilité est égale à la somme des flux de trésorerie actualisés et de la valeur résiduelle terminale actualisée. Les taux d'actualisation sont déterminés en utilisant le coût moyen pondéré du capital.

Les pertes de valeur reconnues sur des écarts d'acquisition ne peuvent faire l'objet de reprise. Les pertes de valeur reconnues sur des actifs autres que les écarts d'acquisition peuvent faire l'objet de reprises au cours d'une période ultérieure ; ces reprises sont immédiatement comptabilisées dans le compte de résultat. La valeur comptable ainsi augmentée ne doit pas excéder la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée au cours des exercices antérieurs.

2.3.9 Stocks

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré des coûts d'achat, frais d'approche inclus. Les stocks sont principalement composés de marchandises (jeux). Aucune charge fixe n'est incorporée au montant des stocks.

Une analyse est effectuée par produit en fonction des délais de rotation constatés et des possibilités de commercialisation. Lorsque leur valeur nette de réalisation est inférieure à leur valeur au bilan, une dépréciation est constatée.

2.3.10 Créances

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale, qui correspond à leur juste valeur. Lorsque la valeur d'inventaire des créances est inférieure à leur valeur au bilan, une dépréciation est constatée.

Les créances des entités de la zone Euro et exprimées en monnaies étrangères portent essentiellement sur des ventes effectuées en USD par les sociétés situées en zone Euro.

2.4 Recours à des estimations

Pour pouvoir établir des états financiers consolidés conformes aux normes IFRS, la Direction est amenée à procéder à certaines estimations et à retenir des hypothèses qu'elle considère comme réalistes et raisonnables. Ces estimations et hypothèses peuvent affecter le montant des actifs et des passifs, les capitaux propres, le résultat, ainsi que le montant des actifs et passifs éventuels, tels que présentés à la date de clôture. La Direction revoit régulièrement ces estimations sur la base des informations dont elle dispose. Lorsque les événements et les circonstances connaissent des évolutions non conformes aux attentes, les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les principales méthodes comptables dont l'application nécessite le recours à des estimations portent sur les éléments suivants :

2.4.1 Écarts d'acquisitions

Conformément à IFRS 3, les écarts d'acquisitions sont affectés à des immobilisations incorporelles à durée définies et indéfinies dont l'évaluation dépend d'un business plan établi par le management. Le cas échéant, cette affectation est réalisée dans les 12 mois suivants la date d'acquisition.

2.4.2 Tests de dépréciation

Les estimations et hypothèses concernant les tests de dépréciation des actifs sont décrites dans la note 10 « Ecarts d'acquisition et immobilisations incorporelles ».

2.4.3 Logiciels et frais de développement

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus. Les dépenses de développement sur un projet individuel sont activées quand la faisabilité du projet et sa rentabilité peuvent raisonnablement être considérées comme assurées.

En application de la norme IAS 38, les frais de développement sont immobilisés comme des actifs incorporels dès lors que le Groupe peut démontrer :

- son intention d'achever cet actif et sa capacité à l'utiliser ou à le vendre ;
- sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- la disponibilité des ressources pour mener le projet à son terme ;
- qu'il est probable que des avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront au Groupe ;
- et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Ces immobilisations incorporelles sont amorties selon le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à leur durée d'utilité prévue, à savoir :

- pour les logiciels : 3 ans ;
- pour les frais de développement, selon la durée économique déterminée pour chaque projet de

développement spécifique..

Les frais activés sont essentiellement liés au développement de jeux physiques ou digitaux, des tests de dépréciation sont réalisés à chaque clôture en fonction de budgets prévisionnels établis par le management.

2.4.4 Évaluation des impôts différés actifs

La détermination du niveau de reconnaissance des impôts différés actif exige l'exercice du jugement de la Direction. Les sources futures de résultat taxable et les effets des stratégies fiscales d'ensemble du Groupe sont pris en considération pour cet exercice. Cette évaluation est réalisée à partir d'une revue détaillée des impôts différés par juridiction fiscale en prenant en compte la performance opérationnelle passée, présente et à venir, associée au budget et le business plan à 5 ans, la durée du report en arrière et la date d'expiration des déficits fiscaux reportables en avant.

2.4.5 Provisions et passifs éventuels

Les provisions pour risques et charges sont constituées pour faire face à des sorties de ressources probables au profit de tiers, sans contrepartie pour le Groupe. Elles sont estimées en tenant compte des hypothèses les plus probables ou en utilisant des méthodes statistiques, selon la nature des provisions. Les provisions pour risques et charges sont classées selon leur nature en Passifs non courants ou en Passifs courants.

Les provisions concernant des risques ou litiges devant se régler dans les douze mois suivant la clôture ou celles liées au cycle normal d'exploitation (i.e. retours produits) sont présentées dans les Passifs courants. Les autres provisions pour risques et charges sont présentées dans les Passifs non courants.

A la fin de chaque exercice, le Groupe utilise les hypothèses et estimations suivantes pour déterminer les provisions pour engagements de retraites des salariés :

- les hypothèses actuarielles : probabilité de maintien dans le Groupe du personnel actif, probabilité de mortalité, âge de départ à la retraite, évolution des salaires...
- les taux d'actualisation permettant de déterminer la valeur actuelle des engagements.

2.4.6 Instruments financiers présentés dans les états financiers

Les principaux passifs financiers du Groupe comprennent des emprunts ainsi que des dettes fournisseurs et comptes rattachés.

Les principaux actifs financiers du Groupe comprennent des prêts, des créances clients et comptes rattachés, des actifs opérationnels courants ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

Le Groupe est exposé au risque de variation des taux de change et des taux d'intérêts, au risque de crédit et au risque de liquidité.

Les principales méthodes d'évaluation retenues sont les suivantes :

Lorsqu'ils ne font pas l'objet de couvertures de taux, les emprunts sont évalués à leur coût amorti en appliquant la méthode du taux d'intérêt effectif ;

- la juste valeur de la dette financière est déterminée sur la base de prix cotés pour les instruments négociés

sur un marché ou à partir des taux en vigueur proposés au Groupe pour des instruments de même échéance ;

- la juste valeur de la trésorerie, des équivalents de trésorerie, des créances clients et comptes rattachés et des dettes fournisseurs et comptes rattachés est considérée identique à leur valeur comptable, en raison de leur courte maturité, ou égale à leur valeur de marché dans le cas des OPCVM.

C. INFORMATION SECTORIELLE

NOTE 3. INFORMATION SECTORIELLE

L'information sectorielle émise à destination des actionnaires du Groupe, principal décideur opérationnel, présente les indicateurs clés de performance au niveau du Groupe. Les décisions stratégiques et les allocations de ressources sont validées sur la base de ce reporting consolidé. L'information sectorielle présentée dans les états financiers consolidés est construite selon la méthode retenue pour la présentation au management et à l'actionnaire.

3.1 Chiffre d'affaires par catégorie de produits

<i>(en millions d'€)</i>	31-déc-21	31-déc-20
Jeux publiés	371,3	337,1
Jeux distribués	172,7	142,4
Total des jeux	544,0	479,6
Pokémon	257,2	111,3
Magic	99,4	74,3
Autres Trading Card Games (*)	78,9	38,6
Total Trading Card Games	435,5	224,3
Autres	77,1	47,0
Rabais, Remises & Ristournes	(35,9)	(38,4)
Chiffre d'affaires	1 020,6	712,4

(*) Exemples : Yu-Gi-Oh, Digimon, Panini ...

3.2 Informations par zone géographique

3.3.1 Chiffre d'affaires par pays

<i>(en millions d'€)</i>	31-déc-21	31-déc-20
France	200,9	146,7
Allemagne	167,8	105,2
Royaume-Uni	158,0	102,4
Pays-Bas	48,8	26,7
Danemark	43,9	32,3
Belgique	37,2	19,5
Espagne	25,1	20,7
Pologne	24,8	15,2
Italie	18,4	13,7
Norvège	15,3	10,5
République Tchèque	15,2	9,2
Finlande	6,5	3,3
Roumanie	5,1	4,3
Suède	3,1	2,3
EUROPE	769,9	512,2
États-Unis	152,2	129,6
Canada	47,8	39,2
Brésil	11,0	10,3
Chili	7,0	3,5
AMERIQUES	218,0	182,6
Hong Kong	17,2	10,8
Corée du Sud	7,4	-
Chine	5,3	4,7
Taiwan	2,8	2,2
ASIE	32,8	17,6
Chiffre d'affaires	1 020,6	712,4

3.3.2 Actifs non courants par pays d'origine

Les actifs non-courants par pays d'origine sont définis comme les actifs non-courants tels que présentés au bilan à l'exception de ceux directement associés à la dette financière, aux engagements de retraite et aux impôts différés actifs (Voir Section E.)

(en millions d'€)	31-déc-21	31-déc-20
France	371,1	353,2
Belgique	30,7	32,2
Allemagne	29,1	27,3
République Tchèque	9,7	10,1
Royaume-Uni	6,4	6,2
Danemark	5,7	5,8
Roumanie	3,9	4,4
Pays-Bas	2,0	1,6
Pologne	1,7	1,2
Espagne	0,9	0,4
Italie	0,7	0,8
EUROPE	461,9	443,2
États-Unis	1 149,0	817,0
Canada	44,6	4,2
Brésil	0,6	0,6
Chili	0,6	0,3
AMERIQUES	1 194,8	822,1
Hong Kong	7,6	7,1
Taiwan	1,1	1,1
Chine	0,4	2,8
Corée du Sud	0,1	-
ASIE	9,3	11,0
Actifs non courants	1 666,0	1 276,3

3.3 Information relative aux principaux clients

Amazon est le seul client multi-pays du groupe, représentant plus de 10% du chiffre d'affaires mondial. Sur les 12 mois d'activité en 2021, Amazon représente 13% des ventes totales du groupe pour 135,6 millions d'euros.

D. AUTRES ÉLÉMENTS DU COMPTE DE RÉSULTAT

NOTE 4. COÛTS SALARIAUX

Les coûts salariaux correspondent principalement aux coûts des salaires de la période nets de l'activation de coûts salariaux. L'activation des salaires correspond aux temps passés par les salariés sur le développement des jeux créés en interne, qu'ils soient physiques ou digitaux, ainsi que le développement de logiciels de comptabilité et de la plateforme digitale.

<i>(en millions d'€)</i>	31-déc-21	31-déc-20
Salaires et charges sociales	(134,7)	(99,7)
Dépenses internes capitalisées	8,0	7,8
Total des salaires et traitements	(126,7)	(91,9)

NOTE 5. AUTRES PRODUITS ET CHARGES

Les produits et charges dont le caractère est non récurrent, significatif, inhabituel, anormal ou peu fréquent sont présentés en « autres produits et charges opérationnels ».

Les autres produits et charges opérationnels comprennent des frais liés à des acquisitions réalisées, en cours ou abandonnées, des coûts de restructuration, des pertes de valeur significatives d'actifs (dépréciations clients exceptionnelles dues à des faillites), les coûts liés à des litiges n'entrant pas dans le cours normal des affaires.

Les autres produits comprennent les profits de cession de participations ou d'activités et les profits de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles résultant d'activités cédées ou d'activités faisant l'objet de plans de restructuration, tout produit relatif aux cessions passées.

Les autres charges comprennent les pertes sur cession de participations ou d'activités et les pertes sur cession d'immobilisations corporelles et incorporelles résultant d'activités cédées ou d'activités faisant l'objet de plans de restructuration ainsi que tout coût relatif aux cessions passées, les coûts de restructuration, les coûts de rationalisation, les pertes de valeur significatives d'actifs, les coûts encourus pour réaliser des regroupements d'entreprises, les coûts liés à des litiges n'entrant pas dans le cours normal des affaires.

<i>(en millions d'€)</i>	31-déc-21	31-déc-20
Provision pour litiges	0,4	-
Divers	1,3	(0,0)
Total autres produits opérationnels	1,7	(0,0)
Frais d'acquisitions	(3,5)	(0,9)
Plus ou moins values sur cession d'actifs	-	(0,2)
Provision pour litiges	-	(0,2)
Indemnités sur rupture de contrat	-	(0,9)
Divers	(0,7)	0,1
Total autres charges opérationnelles	(4,2)	(2,1)
Total autres produits et charges opérationnelles	(2,5)	(2,1)

Les frais d'acquisition concernent principalement les coûts encourus par les acquisitions de AD2G Studio -1 million d'euros, Exploding Kittens -0,8 million d'euros, Plan B -0,6 million d'euros ainsi que Miniature Market -0,6 million d'euros. Ces derniers sont principalement constitués d'honoraires facturés comme les honoraires de conseil et les droits de mutation.

NOTE 6 RÉSULTAT FINANCIER

Les charges et produits financiers comprennent les éléments suivants :

- les produits financiers reçus en rémunération de la trésorerie ;
- les charges d'intérêts relatifs à la dette financière c'est-à-dire la dette obligataire, les autres emprunts et les dettes liées aux contrats de location ;
- les autres charges payées aux établissements financiers au titre des opérations de financement ;
- le coût (points de terme) des couvertures de change opérationnelles et financières.

<i>(en millions d'€)</i>	31-déc-21	31-déc-20
SFA 2018	(24,3)	(27,4)
Prêt Actionnaire PAI VII	(42,6)	(39,1)
Autres charges d'intérêts	(0,8)	(0,7)
Instruments dérivés	0,2	0,0
Étalement des frais d'emprunts	(2,4)	(1,5)
Juste valeur des obligations convertibles	0,2	0,3
Écart de conversion	8,0	(8,1)
Intérêts IFRS 16	(1,6)	(1,8)
Autres (*)	(0,7)	(1,7)
Résultat financier	(64,1)	(80,0)

(*) principalement des prêts bancaires souscrits par la filiale Blackfire République-Tchèque.

NOTE 7. IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

Le Groupe calcule ses impôts sur le résultat conformément aux législations fiscales en vigueur dans les pays où les résultats sont taxables.

La charge d'impôt courante est calculée sur la base des législations fiscales adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture des comptes dans les pays où les filiales et les entreprises associées du Groupe exercent leurs activités et génèrent des revenus imposables. Le management évalue périodiquement les positions fiscales prises au regard de la réglementation fiscale applicable dès lors qu'elle est sujette à interprétation, et détermine le cas échéant, les montants qu'il s'attend à verser aux autorités fiscales.

Les différences temporaires entre la valeur comptable des actifs et passifs et leur valeur fiscale, les déficits fiscaux reportables et les crédits d'impôt non utilisés sont identifiés dans chaque entité imposable (ou groupe fiscal, le cas échéant). Les impôts différés correspondants sont calculés au taux d'impôt adopté ou quasi adopté applicable à l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé.

Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les différences temporaires déductibles, les déficits fiscaux reportables et les crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où sont jugés probables des bénéfices futurs imposables sur lesquels les différences temporaires déductibles, les déficits fiscaux reportables et les crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés. La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque clôture.

Les passifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les différences temporaires imposables.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés lorsque les deux conditions suivantes sont réunies :

- le Groupe a juridiquement le droit de compenser les actifs et passifs d'impôt courant,
- les actifs et passifs d'impôt différé ont trait à des impôts relevant d'une même juridiction fiscale.

L'impôt différé est comptabilisé au compte de résultat, à moins qu'il ne se rapporte à des éléments inscrits directement en autres éléments du résultat global (ou dans les capitaux propres) ; dans ce cas, il est également directement enregistré en autres éléments du résultat global (ou dans les capitaux propres).

Le Groupe n'a pas identifié d'impacts matériels sur ses comptes consolidés à la suite de l'adoption de la norme IFRIC 23.

En effet, les risques et positions fiscales incertaines font l'objet de dettes appropriées dont les montants sont revus par la direction du Groupe, en lien avec ses conseils, conformément aux critères de la norme IAS 12 et de l'interprétation IFRIC 23.

7.1 Analyse de la charge d'impôt

Le tableau suivant fournit la décomposition de la charge d'impôt :

(en millions d'€)	31-déc-21	31-déc-20
Charge d'impôt courant	(35,9)	(14,5)
CVAE	(0,6)	(1,1)
Correction sur exercices antérieurs	(0,7)	0,2
Provision pour risque fiscal	(0,5)	-
Produit / (Charge) d'impôts différés	23,6	3,9
Impôt sur les bénéfices	(14,2)	(11,6)

Le tableau suivant fournit un rapprochement de la charge d'impôt au taux d'imposition applicable en France, hors contributions exceptionnelles, et de la charge réelle d'impôt :

(en millions d'€)	31-déc-21	31-déc-20
Résultat avant impôts	53,2	(9,5)
Taux légal d'imposition en France	28,41%	28,92%
Produit (charge) d'impôt théorique	-15,1	2,8
Incidence :		
- de la différence entre le taux normal d'imposition applicable en France et le taux d'impôt normal applicable dans les juridictions étrangères (1)	(0,2)	3,4
- de la variation des impôts différés actifs non comptabilisés (2)	0,4	(13,9)
- des variations de taux d'imposition	(0,1)	0,1
- des autres impôts (retenue à la source, CVAE en France et IRAP en Italie) (3)	(0,6)	(1,1)
- des différences permanentes et autres (4)	1,5	(2,9)
CHARGE D'IMPÔT	(14,2)	(11,6)
Taux effectif d'impôt	26,6%	-121,7%

- (1) Présence du Groupe dans des juridictions où les taux d'imposition sont différents du taux d'imposition en France, principalement aux Etats-Unis, au Royaume- Uni et en Allemagne.
- (2) Dont activation d'impôt différé actif sur déficits reportables à hauteur de 10,9 millions d'euros.
- (3) Principalement la CVAE s'appliquant sur l'exercice 2021 en France pour -0,6 million d'euros.
- (4) L'effet de la consommation des déficits reportables pour +4,7 millions d'euros, une correction d'impôt de l'exercice 2020 en 2021 pour -1,6 million d'euros et d'autres différences dont une provision pour litige fiscal au Canada pour -0,5 million d'euros.

7.2 Impôts différés actifs et passifs

(en millions d'€)	31-déc-21	31-déc-20
Impôts différés actifs	43,7	25,7
Impôts différés passifs	(238,7)	(217,4)
Impôts différés	(195,0)	(191,7)

Le tableau suivant fournit les sources des actifs et passifs d'impôts différés nets :

(en millions d'€)	31-déc-21	31-déc-20
Actifs incorporels reconnus dans le cadre d'allocation des prix d'acquisitions	(214,7)	(196,3)
Déficits et crédits d'impôts reportables	10,9	-
Différences temporaires	8,8	4,6
Impôts différés	(195,0)	(191,7)

NOTE 8. ANALYSE DES CONTRATS DE LOCATION

Le tableau suivant fournit la décomposition des impacts de la norme IFRS 16 dans le compte de résultat :

<i>(en millions d'€)</i>	31-déc-21	31-déc-20
Annulation des charges de locations	9,7	9,7
Dépréciation	(8,7)	(9,0)
Autres produits et charges	0,0	-
Résultat opérationnel	1,0	0,6
Résultat financier	(1,6)	(1,8)
Résultat avant impôts	(0,7)	(1,2)

NOTE 9. RÉSULTATS DES ACTIVITÉS NON POURSUIVIES

Les activités abandonnées arrêtées, cédées ou en cours de cession, dès lors qu'elles :

- représentent une ligne d'activité ou une zone géographique significative pour le Groupe,
- ou font partie d'un plan unique de vente d'une ligne d'activité ou une zone géographique significative pour le Groupe,
- ou se réduisent à une filiale acquise uniquement dans un but de revente,

sont présentées sur une ligne séparée du compte de résultat consolidé et du tableau des flux de trésorerie consolidés à la date de clôture de l'exercice.

Le caractère significatif est apprécié par le Groupe selon différents critères qualitatifs. Les actifs rattachés aux activités abandonnées, s'ils sont détenus en vue de la vente, sont évalués au montant le plus bas entre la valeur comptable et la juste valeur nette des coûts relatifs à la cession. Les éléments du compte de résultat et du tableau de flux de trésorerie relatifs à ces activités abandonnées sont présentés sur une ligne séparée pour toutes les périodes présentées.

Au 31 décembre 2021, le groupe n'a pas d'activités non poursuivies. Au 31 décembre 2020, le groupe n'avait également pas d'activités non poursuivies.

E. ACTIFS NON COURANTS

NOTE 10. ÉCARTS D'ACQUISITION ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

La valeur nette comptable des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles non amorties est revue au minimum une fois par an et lorsque des événements ou des circonstances indiquent qu'une réduction de valeur est susceptible d'être intervenue. De tels événements ou circonstances sont liés à des changements significatifs défavorables affectant soit l'environnement économique, soit les hypothèses ou objectifs retenus à la date d'acquisition. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur recouvrable des actifs testés devient inférieure à leur valeur nette comptable.

Au sein du Groupe, il n'est pas possible d'affecter les écarts d'acquisition sur une base non arbitraire à des unités génératrices de trésorerie prises individuellement, mais uniquement à des groupes d'unités génératrices de trésorerie. En conséquence, le niveau le plus bas auquel les écarts d'acquisition font l'objet d'un suivi interne peut comprendre plusieurs unités génératrices de trésorerie auxquelles correspondent les écarts d'acquisition, mais entre lesquelles ils ne peuvent être répartis.

10.1 Écarts d'acquisition

Conformément à IFRS3, le groupe a reconnu des actifs et passifs identifiables acquis, pour leur juste valeur à la date d'acquisition. Le groupe a fait appel à un expert indépendant pour déterminer les justes valeurs, à la date d'acquisition, des actifs acquis et des passifs assumés.

Synthèse des écarts d'acquisition

(en millions d'€)	31-déc-21	31-déc-20
Amuse 2018	376,8	354,8
Exploding Kittens	252,8	0,0
Miniature Market	20,7	0,0
BGA	17,6	0,0
Blackfire	16,6	16,3
Plan B Games	13,6	0,0
Libellud	8,9	28,9
Repos	8,2	8,2
Captain Macaque	7,3	7,3
Lui-même	5,5	5,5
Bezzewizzer	4,8	4,8
Philibert	4,1	4,0
Searainbow	3,0	5,2
Lion Rampant	2,4	2,2
Go Kids	1,1	1,0
Flat Prod	0,7	0,7
Skyship	0,2	0,2
Écarts d'acquisition	744,3	439,2

Les mouvements entre le 1^{er} janvier 2021 et le 31 décembre 2021 résultent principalement de l'allocation de l'écart d'acquisition de Libellud et Plan B, des ajustements de prix, des variations de change sur les écarts d'acquisitions en devises ainsi que de l'acquisition des nouvelles sociétés. Les informations relatives à l'acquisition d'Exploding Kittens sont dans la note 1.

La juste valeur utilisée pour les actifs identifiables acquis et les passifs repris des sociétés acquises au cours de l'exercice est déterminée de manière provisoire et pourrait être revue ultérieurement, au terme d'une expertise finale ou d'analyses complémentaires.

(en millions d'€)

	Allocation Libellud	Allocation Plan B
Ecart d'acquisition	8,9	13,1
Droits d'édition	26,8	29,6
Impôts différés passifs	(6,8)	(8,1)
Ecart de première consolidation	28,9	34,5

Les écarts résultants de l'évaluation finale n'ont pas été comptabilisés comme des ajustements rétrospectifs du goodwill étant donné qu'ils ont été considérés comme non matériels au regard du groupe. Par ailleurs, ils ont été constatés dans les douze mois suivant la date d'acquisition.

(en millions d'€)

	BGP Edition	BGP Distribution	Digital	Entertainment	Consumer	Total
Valeur nette comptable des écarts d'acquisitions	354,1	364,7	0,0	0,0	25,5	744,3
Valeur nette comptable des immobilisations incorporelles non amortissables	549,7	50,5	0,0	0,0	0,0	600,1

Écart d'acquisition

Les écarts d'acquisition sont alloués au sein des cinq groupes d'unités génératrices de trésorerie (UGT) du Groupe.

Une UGT au niveau du Groupe correspond soit à un studio (ou « édition » de jeu), soit à une entité de distribution de jeux physiques et de TCG, soit aux activités digitales ou soit à chacune des entités « Consumer » et « Entertainment » (s'agissant d'entités regroupant des actifs susceptibles de générer des ventes de façon largement indépendante d'autres groupes d'actifs).

Lors de l'exercice précédent, les UGT impliquées dans l'édition et la distribution de jeux physiques et de TCG étaient regroupées au sein d'une unique plateforme, nommée « Boarding Game Platform », disposant d'une démarche stratégique et commerciale unique.

En début d'année 2021, il est apparu plus pertinent de distinguer, au sein de cette unique plateforme, les activités d'édition des activités de distribution, chacune disposant de leviers de créations de valeurs différenciés. Les activités d'édition reposent sur notre savoir-faire en matière de création de jeux et d'exploitation des droits d'édition (notamment des « Pillar Brands »). Les activités de distribution reposent pour leur part sur notre réseau de distribution international et de notre catalogue de droits de distribution (conclu avec des éditeurs tiers).

Le Groupe a également poursuivi le lancement de nouvelles offres (« Entertainment » et « Consumer »).

Test de dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels identifiables à durée de vie indéfinie

Conformément à la norme IAS 36 Dépréciation d'actifs, les écarts d'acquisition et les actifs incorporels identifiables à durée de vie indéfinie font chaque année l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur nette comptable est inférieure à leur valeur recouvrable, celle-ci étant définie comme la plus élevée entre la juste valeur (diminuée du coût de cession) et la valeur d'utilité (somme des flux de trésorerie futurs attendus actualisés). Dans le cas où la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée pour la différence entre ces deux montants. Les pertes de valeur relatives aux immobilisations corporelles et incorporelles peuvent être reprises ultérieurement si la valeur recouvrable redevient plus élevée que la valeur nette comptable (dans la limite de la dépréciation initialement comptabilisée). Les dépréciations relatives aux écarts d'acquisition ne sont pas réversibles. La charge de dépréciation éventuelle est comprise dans les « Autres produits et charges » du résultat opérationnel. Les tests de dépréciation des actifs à durée indéfinie sont réalisés

annuellement. Si des événements ou des circonstances, internes ou externes, mettent en évidence des indices de perte de valeur, la fréquence des tests de dépréciation est révisée.

Les tests de dépréciation des écarts d'acquisition ont dès lors été menés en considérant les sous-business (ou « plateformes ») suivants(es), qui reflètent au mieux le pilotage et le suivi de l'activité mis en place en 2021 :

- La plateforme « Edition » qui comprend de jeux physiques ;
- La plateforme « Distribution » qui comprend la distribution de jeux physiques ;
- La plateforme « Digital » qui concerne la création et la commercialisation de jeux digitaux (dont « apps ») ;
- La plateforme « Entertainment » qui inclut le développement de contenus audiovisuels et de licences de droits de propriété intellectuelle ;
- La plateforme « Consumer » qui correspond à la gestion des plateformes de ventes et des consommateurs.

La valeur recouvrable de chaque plateforme est déterminée par la méthode des flux de trésorerie actualisés (discounted cash-Flow) selon les principes suivants :

- Les flux de trésorerie (après impôt) sont issus d'un business plan à moyen terme (cinq ans) et d'une extrapolation permettant de faire converger le flux de trésorerie prévisionnel de la cinquième année vers un flux de trésorerie dit « normatif » (permettant de calculer une valeur terminale) ;
- Le taux d'actualisation est déterminé en prenant pour base le Coût Moyen Pondéré du Capital (« CMPC » ou « WACC ») de la plateforme ;
- La valeur recouvrable est calculée comme étant la somme des flux de trésorerie générés annuellement et de la valeur terminale.

Lorsque la valeur recouvrable d'un écart d'acquisition ou d'un actif est inférieure à sa valeur nette comptable, une perte de valeur est enregistrée au compte de résultat. Une éventuelle perte de valeur concernant un groupe d'unités génératrices de trésorerie serait affectée en priorité aux écarts d'acquisition. Lorsque la valeur recouvrable redevient supérieure à sa valeur comptable, la perte de valeur antérieurement constatée est reprise au compte de résultat, à l'exception des éventuelles pertes de valeur relatives aux écarts d'acquisition dont les dépréciations sont irréversibles.

Les tests de dépréciation des écarts d'acquisition réalisés au 31 décembre 2021, n'ont pas conduit le Groupe Asmodee à constater de perte de valeur.

Est détaillé ci-dessous, le montant des éventuelles dépréciations au 31 décembre 2021 des écarts d'acquisition qui résulterait :

- D'une augmentation de 50 points de base du taux d'actualisation après impôts,
- D'une diminution de 50 points de base du taux de croissance à l'infini sur les durées des plans pluriannuels.

Aucune dépréciation ne serait à prévoir sur les écarts d'acquisition en fonction des hypothèses décrites ci-dessus au 31 décembre 2021.

Actifs incorporels identifiables à durée de vie indéfinie

Les tests de perte de valeur des actifs incorporels identifiables à durée de vie indéfinie sont effectués à l'aide de la méthode dite des « Excess Earnings », consistant à effectuer la somme actualisée des marges opérationnelles nettes d'impôts et diminuées d'une juste rémunération des actifs de support. Les taux d'actualisation appliqués dans ce cadre reflètent les risques spécifiques des actifs incorporels testés. Ils ont été construits à partir essentiellement du Coût Moyen Pondéré du Capital (« CMPC » ou « WACC ») de la plateforme à laquelle ils se

rattachent et d'une estimation de leurs risques propres.

Les tests de dépréciation des actifs incorporels identifiables réalisés au 31 décembre 2021, n'ont pas conduit le Groupe à constater de perte de valeur.

Est détaillé ci-dessous le montant des éventuelles dépréciations au 31 décembre 2021 des écarts d'acquisition qui résulterait :

- D'une augmentation de 50 points de base du taux d'actualisation après impôts,
- D'une diminution de 50 points de base du taux de croissance à l'infini sur les durées des plans pluriannuels.

Aucune dépréciation ne serait à prévoir sur les droits en fonction des hypothèses décrites ci-dessus au 31 décembre 2021.

10.2 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent des actifs incorporels acquis (comme les jeux et les contrats de licence) et les immobilisations incorporelles générées en interne (principalement les coûts de développement de jeux physiques ou digitaux).

Actifs incorporels acquis

Les actifs incorporels acquis sont initialement évalués à leur coût et amortis selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité estimée. La durée d'utilité de ces actifs peut s'étendre jusqu'à 20 ans, compte tenu de la nature à long terme des contrats et activités susceptibles de les utiliser. La charge d'amortissement est comptabilisée dans la ligne dotations aux amortissements hors acquisitions ou dotations aux amortissements et dépréciations liées aux acquisitions.

Immobilisations incorporelles générées en interne

Les coûts de développement ne sont reconnus comme des actifs que si le projet auquel ils se rapportent remplit les critères suivants :

- le projet est clairement défini et ses coûts sont identifiés séparément et évalués de façon fiable,
- la faisabilité technique du projet a été démontrée,
- il est dans l'intention du Groupe d'achever le projet en vue de son utilisation ou de sa vente,
- les ressources techniques et financières adéquates sont disponibles pour l'achèvement du projet,
- il est probable que les avantages économiques futurs associés au projet reviendront au Groupe.

Les frais de développement capitalisés sont les frais engagés, directement attribuables au projet, y compris la quote-part appropriée des frais généraux.

Les coûts de développement immobilisés sont amortis selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité estimée. La charge d'amortissement est comptabilisée dans la ligne dotations aux amortissements hors acquisitions.

(en millions d'€)

	Écart d'acquisition	Brevets, marques et droits similaires	Coûts de développement capitalisés	Autres immobilisations incorporelles	Immobilisations incorporelles en cours	TOTAL
Valeur brute au 31 Décembre 2020	439,7	812,0	17,0	25,9	6,9	1 301,4
Acquisitions (*)	0,0	2,4	3,5	5,5	6,1	17,5
Cessions et sorties	-	-	(0,1)	(1,4)	(1,5)	(3,0)
Variations de périmètre	283,8	52,0	-	7,8	(0,0)	343,6
Reclassements	0,1	(15,2)	(6,0)	32,2	(6,2)	5,0
Effets de change	24,0	48,3	0,7	1,2	0,0	74,2
Valeur brute au 31 Décembre 2021	747,6	899,5	15,2	71,2	5,2	1 738,7
Amortissement au 31 Décembre 2020	(0,5)	(59,1)	(1,3)	(3,7)	(0,1)	(64,7)
Dotations amortissements et dépréciations	(2,6)	(21,7)	(4,1)	(11,9)	(1,3)	(41,6)
Cessions et sorties	-	0,1	0,1	1,4	1,3	2,8
Variations de périmètre (**)	-	4,9	-	(5,8)	-	(1,0)
Reclassements	0,0	10,4	0,6	(14,5)	0,1	(3,4)
Effets de change	(0,2)	(2,7)	(0,2)	(0,3)	-	(3,3)
Amortissement au 31 Décembre 2021	(3,3)	(68,1)	(4,9)	(34,9)	-	(111,2)
Valeur nette au 31 Décembre 2020	439,2	752,8	15,7	22,2	6,8	1 236,7
Valeur nette au 31 Décembre 2021	744,3	831,4	10,2	36,4	5,2	1 627,5

(*) comprend l'acquisition de l'intégralité des actifs et droits de propriété intellectuelle portant sur le jeu « The Island » pour 1,3 million d'euros.

(**) comprend principalement les écritures d'allocation des écarts de première consolidation.

NOTE 11. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Quand une immobilisation corporelle est constituée de composants présentant des durées d'utilité différentes, le coût d'acquisition est réparti entre les différents composants qui sont amortis séparément.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée de chaque composant.

Le tableau suivant présente les durées d'utilité les plus couramment utilisées :

Durées d'utilité estimées en années

Bâtiments	7-40
Matériels et outillages	3-25
Petits outillages, mobiliers, agencements et autres	1-10

Les durées d'utilité estimées sont revues régulièrement et les changements dans les estimations sont comptabilisés, le cas échéant, de manière prospective. La charge d'amortissement est enregistrée dans la ligne dotation aux amortissements hors acquisitions.

(en millions d'€)

	Terrains et bâtiments	Machines & équipements	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations corporelles en- cours	TOTAL
Valeur brute au 31 Décembre 2020	0,9	6,6	18,5	0,0	26,0
Acquisitions	0,0	1,4	1,3	0,1	2,8
Cessions et sorties	(0,0)	(0,2)	(0,0)	(0,0)	(0,2)
Variations de périmètre	0,1	0,4	0,3	-	0,8
Reclassements	(0,1)	0,3	0,2	0,1	0,5
Effets de change	0,1	0,2	0,9	(0,0)	1,2
Valeur brute au 31 Décembre 2021	1,0	8,8	21,1	0,2	31,0
Amortissement au 31 Décembre 2020	(0,5)	(4,0)	(11,4)	-	(16,0)
Dotations amortissements et dépréciations	(0,1)	(1,1)	(2,4)	-	(3,5)
Cessions et sorties	(0,0)	0,2	0,0	-	0,2
Variations de périmètre	(0,0)	(0,5)	(0,1)	-	(0,6)
Reclassements	0,0	(0,2)	(0,1)	-	(0,3)
Effets de change	(0,0)	(0,2)	(0,6)	-	(0,7)
Amortissement au 31 Décembre 2021	(0,7)	(5,6)	(14,5)	-	(20,8)
Valeur nette au 31 Décembre 2020	0,3	2,6	7,1	0,0	10,0
Valeur nette au 31 Décembre 2021	0,3	3,1	6,6	0,2	10,2

NOTE 12. ACTIFS AU TITRE DU DROIT D'UTILISATION

Conformément à la norme IFRS 16 applicable à compter du 1er juillet 2019, les droits d'utilisation sur contrats de location sont comptabilisés en immobilisation corporelle dans les catégories correspondant aux actifs sous-jacents, en contrepartie de la reconnaissance d'une dette locative.

Il s'agit essentiellement de bureaux occupés par le Groupe et présentés dans la catégorie Constructions. La valeur des droits d'utilisation est déterminée à partir du montant de la dette locative, ajustée du montant des loyers payés d'avance, des coûts directs initiaux, des avantages reçus des bailleurs et, le cas échéant, des coûts de remise en état. Le droit d'utilisation relatif aux contrats de location est amorti sur la durée du contrat. Les principes comptables relatifs à la détermination de la dette locative sont détaillés en Note 24 – Dettes financières.

Les actifs détenus dans le cadre de contrats de location sont amortis sur leur durée d'utilité estimée de la même manière que les actifs détenus en propre ou sur la durée du contrat de location, si celle-ci est inférieure. Les contrats de location qui ne transfèrent pas la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété sont classés en tant que contrats de location simple. Les loyers sont comptabilisés en charges dans le compte de résultat de façon linéaire sur la durée du contrat de location correspondant. Les avantages reçus et à recevoir d'un bailleur lors de la conclusion d'un contrat de location simple sont répartis linéairement sur la durée du contrat de location.

Les durées d'utilité estimées sont revues régulièrement et les changements dans les estimations sont comptabilisés, le cas échéant, de manière prospective. La charge d'amortissement est enregistrée dans la ligne dotation aux amortissements hors acquisitions.

(en millions d'€)

	Bâtiments	Véhicules	Équipements	TOTAL
Valeur brute au 31 Décembre 2020	41,2	1,7	0,7	43,6
Nouveaux contrats de location	4,9	0,5	0,2	5,6
Fin de contrat	(2,5)	(0,3)	(0,1)	(2,9)
Variations de périmètre	0,7	-	-	0,7
Reclassements	(0,0)	(0,0)	(0,1)	(0,1)
Effets de change	1,5	0,0	0,0	1,5
Valeur brute au 31 Décembre 2021	45,7	1,8	0,8	48,4
Amortissement au 31 Décembre 2020	(13,1)	(0,8)	(0,3)	(14,2)
Dotations amortissements et dépréciations	(8,0)	(0,7)	(0,2)	(8,9)
Fin de contrat	2,5	0,3	0,1	2,9
Variations de périmètre	0,0	-	-	0,0
Reclassements	0,5	0,0	0,0	0,6
Effets de change	(0,5)	(0,0)	(0,0)	(0,5)
Amortissement au 31 Décembre 2021	(18,6)	(1,0)	(0,5)	(20,1)
Valeur nette au 31 Décembre 2020	28,1	0,9	0,4	29,5
Valeur nette au 31 Décembre 2021	27,2	0,8	0,3	28,3

NOTE 13. AUTRES ACTIFS ET PASSIFS NON COURANTS

Les prêts sont initialement comptabilisés à leur juste valeur augmentée des coûts de transaction directement attribuables et sont ensuite évalués à leur coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les dépôts sont enregistrés en « autres actifs non courants » lorsque leur échéance initiale est supérieure à trois mois ; ils sont présentés en trésorerie et équivalents de trésorerie lorsqu'il s'agit de dépôts à vue ou lorsque leur échéance initiale est inférieure à trois mois.

S'il existe une indication que ces actifs ont perdu de la valeur, ils font l'objet d'un test de dépréciation. Tout écart entre la valeur comptable et la valeur nette de réalisation est comptabilisé en charge financière. La perte de valeur peut donner lieu ultérieurement à une reprise. Dans ce cas, la reprise de perte de valeur est comptabilisée en produit financier.

(en millions d'€)

	31-déc-21	31-déc-20
Actifs financiers (*)	7,8	4,9
Autres créances	0,2	0,2
Autres actifs non courants	8,0	5,0

(*) Principalement dépôts de garantie au Brésil et en France

Les autres passifs non courants sont définis par les normes internationales comme tout engagement qui ne sera pas réglé dans le cadre d'un cycle d'exploitation normal et sous une échéance de douze mois.

(en millions d'€)	31-déc-21	31-déc-20
Produits constatés d'avance (*)	2,2	1,0
Paielements différés	0,4	-
Autres passifs non courants	0,2	0,8
Autres passifs non courants	2,8	1,8

(*) Principalement lié aux points de fidélité pour 1,3 million d'euros (Philibert & Miniature Market) et à l'étalement des loyers différés chez Asmodee North America pour 0,9 million d'euros

F. BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

NOTE 14. ANALYSE DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

(en millions d'€)	31-déc-21	31-déc-20
Stocks	227,9	113,6
Créances clients	208,4	136,9
Autres créances / dettes - courantes	(72,3)	(59,3)
Autres créances / dettes - non courantes	(2,6)	-
Dettes fournisseurs	(193,1)	(95,1)
Besoin en fonds de roulement	168,3	96,1

NOTE 15. STOCKS ET EN-COURS

Les stocks de matières premières et fournitures, les travaux en cours et les produits finis sont évalués à la plus faible valeur, soit de leur coût selon la méthode du coût moyen pondéré, soit de leur valeur nette de réalisation. Le coût des stocks inclut les coûts directs de matières et, le cas échéant, les coûts directs de main-d'œuvre ainsi que les frais qu'il a été nécessaire d'engager pour les amener à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent.

(en millions d'€)	31-déc-21	31-déc-20
Matières premières	1,0	0,6
Encours de biens	3,5	3,6
Produits finis et intermédiaires	1,3	0,6
Stocks en transit	11,3	4,2
Stocks de marchandises	230,1	122,4
Valeurs brutes	247,3	131,5
Dépréciation des stocks de marchandises	(19,4)	(17,9)
Valeurs nettes	227,9	113,6

Compte tenu de la forte activité rencontrée sur ces dernières années, il a été décidé de ne pas prendre de risques sur la rupture éventuelle de jeux, d'où l'augmentation significative des stocks d'une année sur l'autre.

NOTE 16. CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS

Les créances sont initialement comptabilisées à leur juste valeur qui correspond, en général, à leur valeur nominale. S'il apparaît ultérieurement que ces actifs ont perdu de la valeur, ils font l'objet d'un test de dépréciation. Tout écart entre leur valeur comptable et leur valeur nette de réalisation est comptabilisé en charge opérationnelle. La perte de valeur peut donner lieu à une reprise en cas d'augmentation de la valeur recouvrable. Dans ce cas, la reprise de la perte de valeur est comptabilisée en résultat d'exploitation.

Les provisions pour dépréciation sont évaluées au cas par cas en prenant en considération le risque de non-recouvrement.

(en millions d'€)	Créances échues à la date de clôture				
	Total	Créances non échues à la date de clôture	Moins de 90 jours	Entre 90 et 180 jours	Au-delà de 180 jours
Au 31 Décembre 2021	208,4	146,9	46,8	11,1	3,6
Dont valeurs brutes	214,9	147,7	48,4	12,2	6,6
Dont dépréciations	(6,5)	(0,8)	(1,6)	(1,1)	(3,0)

(en millions d'€)	Créances échues à la date de clôture				
	Total	Créances non échues à la date de clôture	Moins de 90 jours	Entre 90 et 180 jours	Au-delà de 180 jours
Au 31 Décembre 2020	136,9	88,5	35,1	4,1	9,1
Dont valeurs brutes	143,9	91,0	35,2	4,3	13,3
Dont dépréciations	(7,0)	(2,5)	(0,1)	(0,2)	(4,2)

NOTE 17. AUTRES ACTIFS OPÉRATIONNELS COURANTS ET AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS

(en millions d'€)	31-déc-21	31-déc-20
Avances fournisseurs	12,5	4,3
Créances fiscales diverses	65,9	43,5
Charges constatées d'avance	4,4	5,2
Divers actifs opérationnels courants	0,6	(0,1)
Autres actifs opérationnels courants	83,5	52,9

NOTE 18. AUTRES PASSIFS OPÉRATIONNELS COURANTS

(en millions d'€)	31-déc-21	31-déc-20
Passif sur contrat	7,4	2,3
Dettes de personnel	23,9	18,1
Impôt sur les sociétés	15,6	11,2
Autres taxes	57,6	44,0
Autres dettes	51,3	36,8
Autres passifs opérationnels courants	155,8	112,4

Les dettes liées aux acquisitions sont inscrites au bilan dans les lignes « autres dettes » pour un montant de 51 millions d'euros au 31 Décembre 2021 dont 14,5 millions de compléments de prix. Au 31 Décembre 2020, ces dettes s'élevaient à 30,2 millions d'euros.

NOTE 19. PROVISIONS

Des provisions pour risques et charges sont constituées pour faire face aux sorties probables de ressources sans contrepartie au profit des tiers. Ces provisions sont estimées en tenant compte des hypothèses les plus réalistes à la date d'arrêté des comptes.

(en millions d'€)	Restructuration	Litiges	Provision pour retour	Autres	Total
Au 31 Décembre 2020	0,6	0,4	-	1,3	2,3
Provisions	0,1	0,5	0,9	0,9	2,5
Reprises	(0,4)	(0,2)	(0,4)	(0,5)	(1,5)
Reclassements	-	0,8	1,0	(0,2)	1,6
Effets de change	-	0,0	0,0	0,0	0,1
Au 31 Décembre 2021	0,3	1,6	1,6	1,3	4,9
Non courant	0,2	1,4	-	0,7	2,4
Courant	0,1	0,2	1,6	0,6	2,5

Le Groupe ne fournit pas le détail de ces provisions, considérant que la divulgation du montant de la provision par litige est de nature à causer au Groupe un préjudice sérieux. Cependant, aucun litige n'est de nature à avoir individuellement une incidence significative sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe.

G. CAPITAUX PROPRES ET DIVIDENDES

NOTE 20. CAPITAUX PROPRES

En ce qui concerne la gestion de son capital, l'objectif du Groupe est de préserver la continuité d'exploitation.

En date du 31 décembre 2021, le capital social de Financière Amuse TopCo s'élève à € 324 027 511 et se compose de 324 027 511 actions de préférence entièrement libérées d'une valeur nominale de € 1.

Les capitaux propres du Groupe au 31 décembre 2021 s'élèvent à 300,6 millions d'euros (y compris les intérêts minoritaires).

Écarts de conversion part du Groupe

Le montant des réserves de conversion au 31 décembre 2021 s'élève à 7,7 millions d'euros.

Les écarts de conversion, présentés dans l'état du résultat global consolidé, pour un montant de 50,8 millions d'euros reflètent principalement la variation du dollar américain.

NOTE 21. DISTRIBUTION DE DIVIDENDES

Le groupe n'a pas distribué de dividendes en 2021.

H. FINANCEMENT ET GESTION DU RISQUE FINANCIER

NOTE 22. AUTRES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS COURANTS

Au 31 décembre 2021, les autres actifs et passifs financiers courants comprennent la valeur de marché des instruments dérivés de change financiers destinés à couvrir les prêts, dépôts, achats en devise et positions de trésorerie centralisée du Groupe.

<i>(en millions d'€)</i>	31-déc-21	31-déc-20
Actif - Instruments dérivés	0,1	0,0
Passif - Instruments dérivés	(0,0)	(1,3)
Instruments dérivés	0,0	(1,3)

NOTE 23. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les disponibilités et les placements très liquides mobilisables dans un délai inférieur ou égal à trois mois, qui sont facilement convertibles en un montant déterminable de liquidités et dont le risque de variation de valeur n'est pas significatif, conformément aux critères de la norme IAS 7.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie incluent tous les soldes bancaires, des dépôts à terme, des instruments de dette négociables, et des OPCVM monétaires.

Les découverts bancaires sont présentés en emprunts dans les passifs courants du bilan.

(en millions d'€)	31-déc-21	31-déc-20
Trésorerie	101,1	95,5
Equivalents de trésorerie	2,3	2,3
Trésorerie & équivalents de trésorerie	103,4	97,8

NOTE 24. DETTE FINANCIÈRE

Les dettes obligataires et les autres emprunts portant intérêts sont initialement comptabilisés à leur juste valeur diminuée des coûts de transaction directement attribuables à l'émission de la dette. Ces passifs financiers sont ensuite évalués à leur coût amorti en appliquant la méthode du taux d'intérêt effectif.

(en millions d'€)	31-déc-20	Correction d'ouverture	Augmentation	Diminution	Variation du périmètre	Autres	Écarts de conversion	31-déc-21
Emprunt SHL MidCo	475,5	-	42,8	-	-	-	-	518,3
Étalement des frais d'emprunts	(31,6)	-	3,4	(2,1)	-	-	-	(30,3)
Facility B - EUR Loan	293,0	-	190,0	-	-	-	-	483,0
Facility B - GBP Loan	127,9	-	-	-	-	-	8,9	136,9
2nd Lien Facility	80,0	-	-	-	-	-	-	80,0
Revolving Facility	50,5	-	60,9	(64,2)	-	-	1,9	49,1
MultiFacility Agreement 2018	551,4	-	250,9	(64,2)	-	-	10,9	749,0
Emprunt BPI France	38,5	-	15,0	(12,0)	-	0,1	-	41,6
Put sur intérêts minoritaires	-	-	-	-	124,7	-	(0,2)	124,5
Divers	1,4	-	32,3	(30,4)	-	-	0,0	3,2
Découverts bancaires	0,0	-	6,3	-	-	-	0,0	6,4
Autres dettes	39,8	0,0	53,5	(42,4)	124,7	0,1	(0,1)	175,6
Total dette financière	1 035,2	0,0	350,7	(108,7)	124,7	0,1	10,7	1 412,6
Dettes sur contrats de location (IFRS 16)	32,2	0,5	7,4	(10,2)	0,7	-	1,2	31,8
Total dette financière (IFRS 16 inclus)	1 067,4	0,5	358,0	(118,9)	125,3	0,1	11,9	1 444,4

Dans le cadre de la prise de contrôle d'Exploding Kittens intervenue le 23 décembre 2021, le Groupe a octroyé aux cédants un « Put sur Intérêts Minoritaires » leur permettant de lui céder, à l'horizon 2025, la quote-part des actions à ce jour non acquises (soit 45%). La juste valeur de ce Put a été estimée sur la base d'un multiple d'Ebitda fixé en cohérence avec le caractère minoritaire du bloc d'actions ainsi évalué.

L'analyse de la dette financière externe par devise est la suivante :

(en millions d'€)	31-déc-21	31-déc-20
EUR	1 246,6	900,8
GBP	136,9	127,9
USD	29,1	6,5
Valeur nominale de la dette financière	1 412,6	1 035,2

NOTE 25. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS

25.1. Instruments financiers présentés dans les états financiers

Exercice clos le 31 décembre 2021

(en millions d'€)	Valeur comptable inscrite au Bilan	Répartition de la valeur comptable par catégorie d'instruments			Juste valeur des éléments classés comme instruments financiers		
		Coût amorti	Instruments financiers	TOTAL	Modèle interne basé sur des données de marchés observables	Modèle interne non basé sur des données de marchés observables	TOTAL
Autres actifs courants	83,5	83,5	-	83,5	-	83,5	83,5
Créances clients nettes	208,4	208,4	-	208,4	208,4	-	208,4
Instruments dérivés financiers actifs	0,1	-	0,1	0,1	0,1	-	0,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	103,4	103,4	-	103,4	103,4	-	103,4
Actifs	395,3	395,2	0,1	395,3	311,8	83,5	395,3
Emprunts et dettes financières - non courants	1 278,7	1 278,7	-	1 278,7	1 278,7	-	1 278,7
Dettes non courantes sur contrats de location	23,6	23,6	-	23,6	23,6	-	23,6
Emprunts et dettes financières - courants	3,0	3,0	-	3,0	3,0	-	3,0
Concours bancaires	6,4	6,4	-	6,4	6,4	-	6,4
Dettes fournisseurs	193,1	193,1	-	193,1	193,1	-	193,1
Dettes courantes sur contrats de location	8,1	8,1	-	8,1	8,1	-	8,1
Autres dettes courantes	155,8	155,8	-	155,8	155,8	-	155,8
Instruments dérivés financiers passifs	0,0	-	0,0	0,0	0,0	-	0,0
Passifs	1 668,8	1 668,8	-	1 668,8	1 668,8	-	1 668,8

Exercice clos le 31 décembre 2020

(en millions d'€)	Valeur comptable inscrite au Bilan	Répartition de la valeur comptable par catégorie d'instruments			Juste valeur des éléments classés comme instruments financiers		
		Coût amorti	Instruments financiers	TOTAL	Modèle interne basé sur des données de marchés observables	Modèle interne non basé sur des données de marchés observables	TOTAL
Autres actifs courants	52,9	52,9	-	52,9	-	52,9	52,9
Créances clients nettes	136,9	136,9	-	136,9	136,9	-	136,9
Instruments financiers actifs	0,0	-	-	-	0,0	-	0,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	97,8	97,8	-	97,8	97,8	-	97,8
Actifs	287,6	287,6	-	287,6	234,7	52,9	287,6
Emprunts et dettes financières - non courants	1 034,1	1 034,1	-	1 034,1	1 034,1	-	1 034,1
Dettes non courantes sur contrats de location	25,2	25,2	-	25,2	25,2	-	25,2
Emprunts et dettes financières - courants	1,1	1,1	-	1,1	1,1	-	1,1
Concours bancaires	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0
Dettes fournisseurs	95,1	95,1	-	95,1	95,1	-	95,1
Dettes courantes sur contrats de location	7,0	7,0	-	7,0	7,0	-	7,0
Autres dettes courantes	112,4	112,4	-	112,4	112,4	-	112,4
Instruments dérivés financiers passifs	1,3	-	1,3	1,3	1,3	-	1,3
Passifs	1 276,2	1 274,9	1,3	1 276,2	1 276,2	-	1 276,2

25.2. Gestion du risque de change

Les transactions libellées en devise étrangère sont initialement comptabilisées en appliquant au montant en devise étrangère le cours de change du jour entre la devise fonctionnelle de l'entité et la devise étrangère à la date de transaction. Les devises détenues et les éléments d'actif et de passif devant être reçus ou payés dans le cadre de ces transactions sont réévalués aux cours de change à la clôture de chaque période. Les profits ou pertes de change réalisés à la date de règlement ainsi que les profits ou pertes latents issus des réévaluations sont comptabilisés dans le compte de résultat.

Afin d'atténuer le risque lié à la volatilité des devises étrangères, le Groupe a recours de façon significative à des contrats de couverture. Ces instruments dérivés sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur à la date de clôture.

Les instruments dérivés sont comptabilisés et réévalués à leur juste valeur.

Impact du change (variation USD et GBP de +/-10%) sur 12 mois d'activité :

(en millions d'€)	31-dec-21			
	Impact USD		Impact GBP	
	10%	-10%	10%	-10%
Chiffre d'affaires Net	(13,8)	16,9	(14,4)	17,6
EBITDA	(4,3)	5,3	(2,8)	3,5

Instruments dérivés liés aux transactions financières

Quand le Groupe en a la possibilité, elle agit en qualité de banque interne pour le compte de ses filiales, au travers d'accords de centralisation de trésorerie ou de conventions de prêts/ dépôts. Les positions inter-compagnies ainsi générées sont couvertes au travers de swaps de change, dont le coût de la couverture est inclus dans le coût net de change.

Au 31 décembre 2021, la juste valeur des instruments de couverture représente un actif net de -35,5 milliers d'euros et comprend principalement des ventes à terme de dollars canadien et zloty polonais.

(en milliers d'€)	Instruments dérivés	
	Nominal	Juste valeur
Devises		
EUR/PLN	13 MPLN	(2,0)
EUR/CAD	2,5 MCAD	(33,5)
Instruments dérivés nets liés aux activités de financement		(35,5)

Instruments dérivés liés aux activités opérationnelles

Dans le cadre normal de son activité, le Groupe s'expose à des risques de change sur les achats de produits. La principale devise sur laquelle le Groupe a été exposé de façon significative au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021 est le dollar américain.

Au 31 décembre 2021, la juste valeur des instruments de couverture représente un passif net de 67,8 milliers d'euros. Elle s'analyse comme suit :

(en milliers d'€)	Instruments dérivés	
	Nominal	Juste valeur
Devises		
EUR/USD	4 MUSD	67,8
Instruments dérivés nets liés aux activités opérationnelles		67,8

25.3. Gestion du risque de taux d'intérêt

Le Groupe peut être amené à conclure des transactions de couverture afin de se prémunir contre le risque de fluctuation des taux d'intérêt. Les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur à la date de clôture.

S'agissant des relations de couverture de juste valeur, la réévaluation des emprunts à taux fixe est compensée dans le compte de résultat par la variation de la juste valeur de l'instrument dérivé, à l'inefficacité de la couverture près. S'agissant des relations de couverture de flux de trésorerie, la variation de la juste valeur de l'instrument dérivé est comptabilisée directement en autres éléments du résultat global. Lorsque la transaction attendue se traduit ultérieurement par la comptabilisation d'un élément monétaire, les montants précédemment constatés directement en autres éléments du résultat global sont reclassés au compte de résultat.

L'essentiel des sources de financement du groupe est constitué par de la dette à taux variable. En conséquence, le résultat financier peut être sensible aux variations des taux d'intérêt. Le Groupe considère toutefois que ce risque n'aurait pas d'impact significatif sur sa situation financière à court terme et n'a pas mis en place d'instruments de couverture du risque de variation des taux d'intérêt.

Les emprunts souscrits auprès de BPI France sont à taux fixe.

Au 31 décembre 2021, l'impact d'une variation raisonnable des taux d'intérêt aurait été la suivante :

(en millions d'€)	31-déc-21		31-déc-20	
Variation de taux d'intérêt	-10 bps	+10 bps	-10 bps	+10 bps
Multi Facility Agreement 2018	(0,166)	0,166	(0,066)	0,134

25.4. Gestion du risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte financière, consécutif au non-respect par un tiers de son engagement d'honorer une dette. Le Groupe est exposé au risque de crédit du fait de ses activités opérationnelles (principalement au travers des créances clients) et par ses activités financières au travers des dépôts, des contrats de couverture de change et des autres instruments financiers contractés auprès des banques et des institutions financières.

Risque lié aux créances commerciales

Le Groupe considère que le risque d'une défaillance de contrepartie, susceptible d'avoir un impact significatif sur sa situation financière et son résultat, est limité. En cas de faillite l'intégralité de la créance est provisionnée.

25.5. Gestion du risque de liquidité

Critères financiers

En complément de sa trésorerie et équivalents de trésorerie disponibles, qui s'élèvent à 96,8 millions d'euros au 31 Décembre 2021, le Groupe dispose d'une ligne de crédit Revolving pour 90,5 millions d'euros, disponibles jusqu'en avril 2025.

Flux futurs de trésorerie

L'objectif du Groupe est de maintenir un niveau élevé de liquidités, en adéquation avec la variation du besoin en fonds de roulement nécessaire à son activité opérationnelle.

Les tableaux suivants présentent le montant des paiements en principal et intérêts de tous les instruments financiers détenus au 31 décembre 2021.

Les données prévisionnelles représentatives de futurs actifs ou passifs ne sont pas indiquées. Les montants libellés en devises sont convertis au cours de clôture. Les versements d'intérêts à taux variable sont calculés en utilisant les derniers taux d'intérêt disponibles à la date de clôture. Les actifs et passifs pouvant faire l'objet de règlement à tout moment sont toujours affectés à l'échéance la plus proche.

Flux de trésorerie issus des instruments inclus dans la trésorerie/(dette) nette au 31 décembre 2021

(en millions d'€)	Valeur comptable	2022		2023		2024-2026		2027 et au-delà	
		Intérêts	Remboursement	Intérêts	Remboursement	Intérêts	Remboursement	Intérêts	Remboursement
Autres actifs opérationnels non courants	8,0	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs financiers courants	0,1	-	-	-	-	-	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	103,4	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs	111,4	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières - non courants	(1 278,7)	(30,3)	(34,1)	(29,5)	(12,5)	(50,0)	(743,9)	(1,3)	(488,2)
Dettes non courantes sur contrats de location	(23,6)	-	-	-	(5,6)	-	(5,6)	-	(6,0)
Emprunts et dettes financières - courants	(3,0)	-	(3,0)	-	-	-	-	-	-
Dettes courantes sur contrats de location	(8,1)	-	(8,1)	-	-	-	-	-	-
Passifs	(1 305,4)	(30,3)	(37,1)	(29,5)	(18,1)	(50,0)	(749,5)	(1,3)	(494,2)
Trésorerie (dette) nette	(1 193,9)	(30,3)	(37,1)	(29,5)	(18,1)	(50,0)	(749,5)	(1,3)	(494,2)

NOTE 26. ENGAGEMENTS DE RETRAITE ET AVANTAGES ASSIMILÉS

Le Groupe a tenu compte dans l'évaluation des engagements vis-à-vis du personnel des impacts de la décision d'agenda de l'IFRIC intervenue en avril 2021. Celle-ci porte sur la prise en compte des paliers d'acquisition des droits et de ses plafonnements dans le rythme de comptabilisation des engagements. L'impact au 31 décembre 2021 représente une diminution de l'engagement, elle s'élève à 1,0 million d'euros.

Les engagements de retraites comptabilisés au bilan concernent essentiellement la France, au travers de la PIDR.

Hypothèses (taux moyens pondérés)

Une évaluation actuarielle des engagements a été réalisée pour la clôture au 31 décembre 2021

Cette évaluation prend en compte :

- des hypothèses de taux de rotation de personnel, de mortalité et d'évolution des salaires ;
- des hypothèses de départ à la retraite variant entre 62 et 65 ans selon les pays et législations applicables;
- des taux d'actualisation permettant de déterminer la valeur actuelle des engagements.

Les hypothèses actuarielles utilisées sont déterminées par pays et par plan.

(en %)	31-déc-21	31-déc-20
Taux d'actualisation	1,20	0,75
Taux d'augmentation des salaires	1,50	1,50

Taux d'actualisation

Conformément aux exigences de la norme IAS 19, les taux d'actualisation sont déterminés chaque année par référence aux taux de rendement des obligations d'entreprises de première catégorie dans les zones monétaires adéquates. Dans certains pays, en l'absence de marché actif pour de telles obligations, les taux d'actualisation sont déterminés par référence aux taux des emprunts d'Etat. Les informations requises sont fournies par les actuaires externes du Groupe et divers indices et cotations de marché.

Taux d'augmentation des salaires

Les taux d'augmentation des salaires sont déterminés localement, puis revus au niveau du Groupe.

Analyse de sensibilité

L'analyse de sensibilité montre qu'un changement de 100bp sur le taux d'actualisation induit une variation de -30,0 milliers d'euros et qu'un changement de 100bp sur la table de mortalité induit une variation de 1.1 milliers d'euros.

Provision au bilan

Au 31 décembre 2021, la provision au bilan est évaluée à 0,5 million d'euros.

Analyse de la charge

Au 31 décembre 2021, la charge sur engagements de retraite et avantages assimilés, pour l'ensemble du Groupe, s'analyse comme suit :

<i>(en millions d'€)</i>		Engagements de retraites
Au 31 Décembre 2020		1,5
Coût des services rendus		0,1
Intérêts nets sur le passif (l'actif) net		0,0
Écarts actuariels		(1,2)
<i>Résultat global</i>		<i>(0,1)</i>
<i>Changement de méthode (IAS 19R)</i>		<i>(1,0)</i>
<i>Correction de l'ouverture</i>		<i>(0,1)</i>
Au 31 Décembre 2021		0,5

NOTE 27. EFFECTIFS

Dans le tableau ci-dessous, les effectifs présentés sont exprimés en présence moyenne équivalent temps plein :

<i>Équivalent temps plein</i>	31-déc-21	31-déc-20
France	545	475
Allemagne	196	154
Royaume-Uni	164	163
Pologne	104	74
Espagne	61	58
Danemark	57	52
Belgique	49	41
Pays-Bas	42	37
Italie	42	38
Republique Tchèque	34	23
Roumanie	25	26
Norvège	3	3
EUROPE	1 321	1 145
États-Unis	435	308
Canada	94	74
Bésil	69	46
Chili	41	24
AMERIQUES	639	452
Chine	136	129
Taiwan	16	13
Corée du Sud	12	-
Hong Kong	5	4
ASIE	169	145
Effectif Groupe	2 129	1 742

I. PASSIFS ÉVENTUELS ET CONTENTIEUX

Engagements découlant de l'exécution d'opérations contrôlées par le Groupe

Dans le cadre habituel de son activité, le Groupe est engagé par des obligations contractuelles vis-à-vis de ses clients (parmi lesquelles l'obligation de bonne exécution et l'obligation de garantie). Le Groupe peut être également amené à prendre des engagements dans des contrats de location, ainsi que pour satisfaire à des dispositions d'ordre fiscal et douanier et à des réglementations liées à l'environnement, la santé et la sécurité. Ces obligations peuvent être couvertes ou non par des garanties émises par des banques ou des compagnies d'assurance.

NOTE 28. ENGAGEMENTS HORS BILAN

(en millions d'€)	31-déc-21	A moins d'un an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	31-déc-20
Cautions et garanties	0,1	-	0,1	-	0,1
Engagements donnés de bonne fin	0,5	0,3	0,2	-	0,6
Nantissements des comptes bancaires	48,4	-	-	48,4	51,3
Nantissements de titres de participation	1 225,6	-	-	1 225,6	1 758,2
Engagements contractuels de vente/d'acquisition d'immos corp. et incorp.*	6,5	3,2	3,2	0,1	0,0
Engagements contractuels de vente/d'acquisition d'actifs financiers	0,0	-	-	-	0,0
Engagements d'achats fermes et irrévocables*	18,2	-	5,4	12,8	17,6
Autres Engagements donnés	3,4	0,8	2,6	-	0,0
Engagements donnés	1 302,6	4,3	11,5	1 286,9	1 827,8

(*) Principalement lié aux futurs locaux d'Esdevium (Unit 84), n'étant toujours pas éligibles à la norme IFRS 16 (locaux en construction et bail non signé), sont inscrits dans les engagements hors bilan.

(en millions d'€)	31-déc-21	A moins d'un an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	31-déc-20
Engagements reçus de bonne fin	1,0	0,4	0,6	-	0,0
Lignes de crédit bancaires reçues et non utilisées	2,9	2,9	-	-	0,0
Engagements reçus	3,9	3,3	0,6	-	0,0

(en millions d'€)	31-déc-21	A moins d'un an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	31-déc-20
Prêts long terme	1 071,6	-	-	1 071,6	792,2
Comptes courants	0,0	-	-	-	8,8
Engagements intra-groupe	1 071,6	-	-	1 071,6	801,0

Compte tenu de l'application de la norme IFRS 16, les engagements futurs non résiliables correspondant aux loyers fixes des contrats de location simple sont désormais comptabilisés au bilan.

Le montant des engagements de locations non retraités (exclusion prévue par la norme IFRS 16 : locations inférieures à 1 an et locations d'actifs de faible valeur) est non significatif.

Les engagements donnés significatif au 31 Décembre 2021 concernent :

- des engagements donnés de bonne fin pris par les filiales anglaises Esdevium et Asmodee Entertainment UK principalement auprès de deux fournisseurs (EMEA et Ubisoft) pour 0,5 million d'euros,
- des engagements d'achats fermes, de ventes et acquisitions d'immobilisations pris par Esdevium pour les futurs locaux (Unit 84 - leasing),
- une garantie souscrite par Asmodee Group au bénéfice du bailleur des locaux donnés à bail à Esdevium.
- des engagements donnés par Miniature Market liés au nouveau contrat de l'entrepôt situé à Hazelwood pour environ 3 millions d'euros. En cours de construction, il sera opérationnel à partir du deuxième semestre 2022.

Les engagements reçus significatif au 31 Décembre 2021 concernent :

- des lignes de crédits reçues par ASM Canada (2 millions d'euros) et Lion Rampant (0,8 million d'euros) et non utilisées pour 2,9 millions d'euros,
- des engagements reçus de bonne fin par Entertainment UK principalement auprès de clients (Blok Party, RB Media Cross Cult, Dovetail Games & Editis) pour environ 1 million d'euros.

Dans le cadre du Senior Facilities Agreement, une série de titres a été nantie en 2018, complétée par des titres supplémentaires au cours des trois années suivantes en conséquence de l'adhésion au SFA des Filiales importantes (« Material subsidiaries » au sens du SFA) conformément aux dispositions énoncées dans la documentation. Les engagements hors bilan qui en résultent peuvent être résumés comme suit :

Nantissement de titres de participation :

- Par Financière Amuse MidCo, nantissement de ses parts dans Financière Amuse BidCo
- Par Financière Amuse BidCo, nantissement de ses actions dans le groupe Asmodee
- Par Asmodee Group, nantissement de ses actions dans Asmodee Editions LLC, Asmodee France, Asmodee Holding GmbH, Asmodee Holding UK et Asmodee Nordics
- Par Asmodee Holding UK, nantissement de ses actions dans Esdevium Games
- Par Asmodee Editions LLC, nantissement de ses actions dans Asmodee North America
- Par Asmodee Holding GmbH, nantissement de ses actions dans Asmodee GmbH et ADC Blackfine Entertainment GmbH
- Par Asmodee North America, nantissement de ses actions dans Days of Wonder

Nantissement de comptes bancaires :

- Par Financière Amuse BidCo, nantissement de tous ses comptes bancaires
- Par Asmodee Group, nantissement de tous ses comptes bancaires
- Par Asmodee France, nantissement de tous ses comptes bancaires
- Par Asmodee Editions LLC, nantissement de tous ses comptes bancaires
- Par Asmodee North America, nantissement de tous ses comptes bancaires

- Par Days of Wonder, nantissement de tous ses comptes bancaires
- Par Asmodee UK Holding, nantissement de tous ses comptes bancaires
- Par Esdevium Games, nantissement de tous ses comptes bancaires
- Par Asmodee Nordics, nantissement de tous ses comptes bancaires
- Par Asmodee Holding GmbH, nantissement de tous ses comptes bancaires
- Par Asmodee GmbH, nantissement de tous ses comptes bancaires
- Par ADC Blackfine Entertainment GmbH, nantissement de tous ses comptes bancaires

Nantissement de tous les prêts intragroupes et / ou créances financières potentiels et existants mis en œuvre entre ces entités juridiques agissant en tant que garants aux fins du contrat de crédit senior

- Premiers garants : Financière Amuse BidCo et Asmodee Group
- Garants supplémentaires : Asmodee Editions LLC, Asmodee North America, Days of Wonder, Asmodee France, Asmodee Holding UK, Asmodee Holding GmbH, Asmodee GmbH, ADC Blackfine Entertainment GmbH et Asmodee Nordics

NOTE 29. CONTENTIEUX

Aucun contentieux significatif n'est né, ni a été poursuivi au cours de l'exercice écoulé.

J. AUTRES INFORMATIONS

NOTE 30. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les honoraires des commissaires aux comptes au titre de l'exercice ont été les suivants :

(en milliers d'€)	Exercice clos le 31 décembre 2021		Exercice clos le 31 décembre 2020	
	Montant	%	Montant	%
Mazars	493,2	51%	401,0	49%
Exelmans	44,9	5%	-	0%
PricewaterhouseCoopers	290,4	30%	264,6	32%
Autres cabinets	136,4	14%	150,0	18%
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	964,9	100%	815,6	100%

NOTE 31. PARTIES LIÉES

Le Groupe a identifié les parties liées suivantes :

- les coentreprises et entreprises associées ;
- les principaux dirigeants.

Informations relatives aux coentreprises et entreprises associées

Les transactions avec les parties liées concernent les opérations avec les sociétés sur lesquelles Financière Amuse TopCo exerce une influence notable ou les coentreprises sur lesquelles Financière Amuse TopCo exerce un contrôle conjoint. Le groupe n'a pas de telles transactions.

Dans le cadre de l'acquisition du groupe Asmodee, le groupe a souscrit un emprunt auprès de Financière Amuse MidCo pour 369 millions d'euros. Ce prêt a généré 36,9 millions d'euros d'intérêts en 2020, ainsi que 40,1 millions d'euros d'intérêts sur 2021.

L'information chiffrée relative aux principaux dirigeants est omise car elle pourrait permettre l'identification des rémunérations individuelles.

NOTE 32. ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Au cours de l'exercice 2021, Embracer, groupe suédois spécialisé dans le développement, l'édition de jeux pour PC, console et mobile, a déposé une offre pour acquérir les titres de la société Financière Amuse TopCo, société mère du groupe Asmodee détenant l'intégralité des titres de Financière Amuse Bidco. Un protocole d'acquisition comprenant une série de conditions suspensives a été conclu en 2021. L'ensemble de ces conditions ont été levées le 25 février 2022. A cette date, la société Embracer Group Lager 12 AB, filiale du groupe suédois, est devenue directement propriétaire de 75,48% du capital de la société Financière Amuse TopCo, le 8 mars 2022. Il a par ailleurs été procédé à la mainlevée de l'ensemble des sûretés grevant les titres, comptes bancaires et créances de prêt intragroupe consentis par les entités du groupe Asmodee qui avaient adhéré au contrat de financement senior en date du 23 octobre 2018.

Du fait de la cession de la société il n'y avait plus de nécessité de conserver des actions de préférence ; dès lors il a été procédé à la conversion de l'ensemble des actions de préférence de catégorie APO, AP1 et AP2 en actions ordinaires. Les 285 976 519 actions de préférence de catégorie APO ont été converties en 264 965 036 actions ordinaires, les 5 050 113 actions de préférence de catégorie AP1 ont été converties en 50 590 671 actions ordinaires et les 33 000 439 actions de préférence de catégorie AP2 ont été converties en 8 471 364 actions ordinaires.

L'exercice 2022 est, en outre, marqué par la survenance de la guerre en Ukraine, étant ici précisé que l'exposition du groupe Asmodee aux risques liés au conflit apparaît relativement faible. L'impact sur les ventes et sur le chiffre d'affaires du groupe Asmodee est, en effet, estimé à un montant inférieur à 2 millions d'euros.

Enfin, dans le cadre du financement de l'acquisition de Plan B. Games Inc, et, notamment, du paiement du prix différé au cédant, il a été procédé à une augmentation de capital de Plan B Games Inc. pour un montant de 11 millions de dollars canadiens, par émission de 11 millions d'actions nouvelles souscrites en totalité par Asmodee Group.

NOTE 33. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Société mère	Pays	% de detention	Méthode de consolidation
Financière Amuse TopCo SAS	France	100	Holding
Les sociétés holding	Pays	% de detention	Méthode de consolidation
EUROPE			
Financière Amuse MidCo SAS	France	100	Intégration globale
Financière Amuse BidCo SAS	France	100	Intégration globale
Asmodee Holding (2)	France	0	Intégration globale
Asmodee Holding GmbH	Allemagne	100	Intégration globale
Asmodee Holding Ltd	Angleterre	100	Intégration globale
AMERIQUE DU NORD			
Asmodée Editions LLC	Etats-Unis d'Amérique	100	Intégration globale
Sociétés opérationnelles	Pays	% de detention	Méthode de consolidation
EUROPE			
Asmodee GmbH	Allemagne	100	Intégration globale
Lookout GmbH	Allemagne	100	Intégration globale
ADC Blackfire Entertainment GmbH	Allemagne	100	Intégration globale
Gamegenic	Allemagne	100	Intégration globale
Plan B Games Europe GmbH (1)	Allemagne	100	Intégration globale
Esdevium Games Ltd	Angleterre	100	Intégration globale
Coiledspring Games Ltd	Angleterre	100	Intégration globale
Green Board Games	Angleterre	100	Intégration globale
Asmodee Gift Company Limited (3)	Angleterre	100	Intégration globale
Asmodee Entertainment Ltd	Angleterre	100	Intégration globale
Asmodee Belgium	Belgique	100	Intégration globale
Pearl Games	Belgique	100	Intégration globale
Repos Production SPRL	Belgique	100	Intégration globale
Cojones Prod SPRL	Belgique	100	Intégration globale
Enigma Danmark A/S	Danemark	100	Intégration globale
Bezzewizzer Nordics ApS	Danemark	100	Intégration globale
Asmodée Iberica S.L.	Espagne	100	Intégration globale
Enigma Finland OY	Finlande	100	Intégration globale
Enigma Benelux BV	Hollande	100	Intégration globale
European Player Network BV (1)	Hollande	100	Intégration globale
Asmodee Group	France	100	Intégration globale
Asmodee France	France	100	Intégration globale
Asmodee Digital	France	100	Intégration globale
JD Editions (2)	France	0	Intégration globale
Days of Wonder SARL	France	100	Intégration globale
UBIK SAS (2)	France	0	Intégration globale
FLAT PROD	France	100	Intégration globale
Philibert SAS	France	100	Intégration globale
Libellud SAS (2)	France	0	Intégration globale
Fondation Libellud	France	100	Non consolidée
Asmodee Vente A Domicile SAS	France	100	Intégration globale
Play Direct	France	100	Intégration globale
AD2G Studio (1)	France	100	Intégration globale
Asmodee Italia Srl	Italie	100	Intégration globale
Enigma Norge AS	Norvège	100	Intégration globale
Rebel Sp. Z.o.o.	Pologne	100	Intégration globale
ADC Blackfire Entertainment s.r.o	République Tchèque	100	Intégration globale
ADC Blackfire Entertainment SRL	Roumanie	100	Intégration globale
Enigma Sverige AB	Suède	100	Intégration globale

Sociétés opérationnelles	Pays	% de detention	Méthode de consolidation
AMERIQUE DU NORD			
Asmodee Canada Inc.	Canada	100	Intégration globale
Lion Rampant	Canada	100	Intégration globale
Québec Inc.	Canada	100	Intégration globale
Plan B Games Inc. (1)	Canada	100	Intégration globale
Asmodee North America, Inc.	Etats-Unis d'Amérique	100	Intégration globale
Miniature Market LLC (1)	Etats-Unis d'Amérique	100	Intégration globale
Exploding Kittens Inc. (1)	Etats-Unis d'Amérique	55	Intégration globale
Kittenworks LLC (1)	Etats-Unis d'Amérique	55	Intégration globale
AMERIQUE DU SUD			
Ilhas Galapagos Comercio de Brinquedos e serviços Ltda. – EPP	Brésil	100	Intégration globale
Importadora y Comercializadora Skyship Ltda	Chili	100	Intégration globale
ASIE			
Asmodee Trading (Shanghai). Co.Ltd	Chine	100	Intégration globale
Asmodee Asia Ltd (Hong-Kong)	Chine	100	Intégration globale
Foreverbright PRC	Chine	100	Intégration globale
Wide West PRC (4)	Chine	0	Intégration globale
Asmodee Korea Ltd	Corée	100	Intégration globale
Go Kids	Taiwan	100	Intégration globale

(1) Entités entrées dans le périmètre de consolidation.

(2) Transmissions universelles de patrimoine et Fusions.

(3) Liquidation en cours.

(4) Entités liquidées.